

## **RAPPORT DE GESTION**

### **Société financière IGM Inc.**

- 6 Sommaire des résultats d'exploitation consolidés

### **Groupe Investors**

- 12 Revue des activités
- 16 Revue des résultats d'exploitation par secteur

### **Mackenzie**

- 20 Revue des activités
- 23 Revue des résultats d'exploitation par secteur

### **Activités internes et autres**

- 26 Revue des résultats d'exploitation par secteur

### **Société financière IGM Inc.**

- 27 Situation financière consolidée
- 30 Situation de trésorerie et sources de financement consolidées
- 34 Gestion des risques
- 43 Perspectives
- 45 Estimations et méthodes comptables critiques
- 45 Contrôle interne à l'égard de l'information financière
- 46 Autres renseignements

# Rapport de gestion

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») au 31 mars 2014 et pour le trimestre clos à cette date, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les « états financiers intermédiaires »), ainsi qu'au rapport annuel 2013 de la Société financière IGM Inc. déposés sur le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 31 mars 2014 et pour le trimestre clos à cette date est daté du 9 mai 2014.

## Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers intermédiaires de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (les « IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers intermédiaires).

### DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport de gestion, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs

et hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des objectifs et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, le rendement et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou les conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques

d'exploitation et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste ci-dessus ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes des activités de la Société et les facteurs et hypothèses significatifs sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, y compris le présent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS ET MESURES ADDITIONNELLES DÉFINIES PAR LES IFRS

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure additionnelle conforme aux IFRS, peut être divisé en deux composantes :

- Le bénéfice d'exploitation attribuable aux actionnaires ordinaires;
- Les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre.

Le « bénéfice d'exploitation attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice d'exploitation dilué par action » (le « BPA ») et le « rendement d'exploitation des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires » sont des mesures financières non définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par

conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant intérêts et impôt » (le « BAI »), « le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements » (le « BAIIA ») et « le bénéfice ajusté avant intérêts, impôt et amortissements » (le « BAIIA ajusté ») sont également des mesures additionnelles non définies par les IFRS. Le BAI, le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures de rechange de la performance utilisées par la direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Le BAIIA est une mesure utilisée couramment dans le secteur de la gestion d'actifs pour évaluer la rentabilité avant l'incidence de différentes mesures de financement, de l'impôt sur le résultat et de l'amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles. Les autres éléments non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation

d'une période à l'autre sont ensuite exclus pour obtenir le BAIIA ajusté. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant impôt sur le résultat » et le « bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires » sont des mesures additionnelles définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures sont considérées comme des mesures supplémentaires définies par les IFRS puisqu'elles s'ajoutent aux postes minimums requis par les IFRS et qu'elles sont pertinentes pour comprendre la performance financière de l'entité.

Se reporter aux rapprochements pertinents des mesures financières non définies par les IFRS et des résultats présentés conformément aux IFRS, présentés dans les tableaux 1, 2 et 3.

# Société financière IGM Inc.

## Sommaire des résultats d'exploitation consolidés

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de services financiers de premier plan au Canada. Les principales entreprises de la Société, le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, exercent leurs activités de façon distincte principalement au sein du secteur des services-conseils financiers.

Au 31 mars 2014, le total de l'actif géré se chiffrait à 137,3 G\$, le plus haut niveau de fin de trimestre de l'histoire de la Société, comparativement à 125,8 G\$ au 31 mars 2013 et à 131,8 G\$ au 31 décembre 2013. Pour le premier trimestre de 2014, la moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 134,2 G\$, comparativement à 124,0 G\$ au premier trimestre de 2013.

L'actif géré des fonds communs de placement se chiffrait à 122,5 G\$ au 31 mars 2014, soit le plus haut niveau de fin de trimestre de l'histoire de la Société, comparativement à 108,5 G\$ au 31 mars 2013 et à 117,6 G\$ au 31 décembre 2013. Au premier trimestre de 2014, l'actif géré moyen

des fonds communs de placement s'est chiffré à 119,7 G\$, comparativement à 106,9 G\$ au premier trimestre de 2013.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 31 mars 2014 s'est établi à 194,4 M\$, ou 77 cents par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 180,5 M\$, ou 72 cents par action, pour le trimestre correspondant de 2013.

Les capitaux propres se sont chiffrés à 4,8 G\$ au 31 mars 2014, comparativement à 4,7 G\$ au 31 décembre 2013. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 31 mars 2014 s'est chiffré à 16,9 %, comparativement à 16,8 % au trimestre correspondant de 2013. Le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré au premier trimestre de 2014 s'est établi à 53,75 cents, soit le même montant qu'au quatrième trimestre de 2013.

TABEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Trimestres clos les (en M\$)	31 MARS 2014		31 DÉCEMBRE 2013		31 MARS 2013	
	BÉNÉFICE	BPA <sup>1</sup>	BÉNÉFICE	BPA <sup>1</sup>	BÉNÉFICE	BPA <sup>1</sup>
<b>Bénéfice d'exploitation attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS</b>	194,4 \$	0,77 \$	198,7 \$	0,79 \$	180,5 \$	0,72 \$
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	(10,6)	(0,04)	–	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	–	–	9,0	0,03	–	–
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS</b>	194,4 \$	0,77 \$	197,1 \$	0,78 \$	180,5 \$	0,72 \$
<b>BAIIA ajusté – mesure non définie par les IFRS</b>	345,0 \$		350,0 \$		329,0 \$	
Charges de restructuration et autres charges	–		(14,6)		–	
Quote-part de la provision de la société affiliée	–		9,0		–	
<b>BAIIA – mesure non définie par les IFRS</b>	345,0		344,4		329,0	
Amortissement des commissions	(60,7)		(59,7)		(63,9)	
Amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles et autres	(8,4)		(7,9)		(8,3)	
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	(22,8)		(23,3)		(22,8)	
Bénéfice avant impôt sur le résultat	253,1		253,5		234,0	
Impôt sur le résultat	(56,5)		(54,2)		(51,3)	
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(2,2)		(2,2)		(2,2)	
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS</b>	194,4 \$		197,1 \$		180,5 \$	

1. Bénéfice dilué par action

## SECTEURS À PRÉSENTER

Les secteurs à présenter de la Société financière IGM, qui reflètent la structure organisationnelle actuelle et le système interne de communication de l'information financière, sont les suivants :

- le Groupe Investors
- Mackenzie
- les Activités internes et autres

La direction mesure et évalue le rendement de ces secteurs en fonction du BAII, comme il est indiqué aux tableaux 2 et 3. Les résultats d'exploitation par secteur sont présentés de façon distincte dans les rubriques « Revue des résultats d'exploitation par secteur » du rapport de gestion.

Certains postes figurant aux tableaux 2 et 3 ne sont pas attribués aux secteurs :

- *Charges d'intérêts* – Représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme.

- *Charges de restructuration et autres charges en 2013* – Comprennent :
  - Les charges liées à l'examen stratégique des activités courantes effectué par Mackenzie au quatrième trimestre, essentiellement les coûts des indemnités de départ et d'autre nature.
  - Les coûts de transaction et autres coûts liés à l'acquisition d'Independent Planning Group Inc. et de ses filiales par Investment Planning Counsel.
- *Quote-part de la provision de la société affiliée en 2013* – Représente la variation des provisions liées à des litiges comptabilisée par Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »). Au quatrième trimestre de 2013, Lifeco a constaté des variations nettes à l'égard des provisions liées à des litiges, et la quote-part de ces provisions revenant à la Société, après impôt, était un profit de 9,0 M\$.

TABEAU 2 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –  
PREMIER TRIMESTRE DE 2014 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2013

Trimestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	3I MARS	3I MARS	3I MARS	3I MARS	3I MARS	3I MARS	3I MARS	3I MARS
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
<b>Produits</b>								
Produits tirés des honoraires	415,2 \$	374,2 \$	201,0 \$	190,5 \$	57,2 \$	45,2 \$	673,4 \$	609,9 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	13,2	18,4	1,3	1,7	26,9	22,7	41,4	42,8
	428,4	392,6	202,3	192,2	84,1	67,9	714,8	652,7
<b>Charges</b>								
Commissions	130,5	121,1	73,8	66,6	38,9	30,3	243,2	218,0
Charges autres que les commissions	109,9	99,3	70,8	66,6	15,0	12,0	195,7	177,9
	240,4	220,4	144,6	133,2	53,9	42,3	438,9	395,9
<b>Bénéfice avant intérêts et impôt</b>	188,0 \$	172,2 \$	57,7 \$	59,0 \$	30,2 \$	25,6 \$	275,9	256,8
Charges d'intérêts							(22,8)	(22,8)
Bénéfice avant impôt sur le résultat							253,1	234,0
Impôt sur le résultat							56,5	51,3
<b>Bénéfice net</b>							196,6	182,7
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>							194,4 \$	180,5 \$
<b>Bénéfice d'exploitation attribuable aux actionnaires ordinaires<sup>1</sup></b>							194,4 \$	180,5 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS dans le présent rapport de gestion pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

TABLEAU 3 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –  
PREMIER TRIMESTRE DE 2014 PAR RAPPORT AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2013

Trimestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	31 MARS	31 DÉC.	31 MARS	31 DÉC.	31 MARS	31 DÉC.	31 MARS	31 DÉC.
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
<b>Produits</b>								
Produits tirés des honoraires	415,2 \$	408,3 \$	201,0 \$	198,2 \$	57,2 \$	48,4 \$	673,4 \$	654,9 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	13,2	11,0	1,3	3,8	26,9	21,9	41,4	36,7
	428,4	419,3	202,3	202,0	84,1	70,3	714,8	691,6
<b>Charges</b>								
Commissions	130,5	127,0	73,8	70,3	38,9	32,0	243,2	229,3
Charges autres que les commissions	109,9	103,5	70,8	64,9	15,0	11,5	195,7	179,9
	240,4	230,5	144,6	135,2	53,9	43,5	438,9	409,2
<b>Bénéfice avant intérêts et impôt</b>	188,0 \$	188,8 \$	57,7 \$	66,8 \$	30,2 \$	26,8 \$	275,9	282,4
Charges d'intérêts							(22,8)	(23,3)
Charges de restructuration et autres charges							–	(14,6)
Quote-part de la provision de la société affiliée							–	9,0
Bénéfice avant impôt sur le résultat							253,1	253,5
Impôt sur le résultat							56,5	54,2
<b>Bénéfice net</b>							196,6	199,3
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>							194,4 \$	197,1 \$
<b>Bénéfice d'exploitation attribuable aux actionnaires ordinaires<sup>1</sup></b>							194,4 \$	198,7 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS dans le présent rapport de gestion pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

- *Impôt sur le résultat* – Les modifications apportées au taux d'imposition effectif sont présentées au tableau 4. Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. L'incidence de toute modification des meilleures estimations de la direction constatée dans le bénéfice d'exploitation est reflétée dans les autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

- *Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles* – Représentent les dividendes déclarés à l'égard des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société.

#### SOMMAIRE DES VARIATIONS DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ

Le total de l'actif géré s'établissait à 137,3 G\$ au 31 mars 2014, comparativement à 125,8 G\$ au 31 mars 2013. Le tableau 5 présente les variations du total de l'actif géré.

Les variations de l'actif géré du Groupe Investors et de Mackenzie sont présentées plus en détail dans les rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

TABLEAU 4 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

Trimestres clos les	31 MARS 2014	31 DÉC. 2013	31 MARS 2013
<b>Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi</b>	26,60 %	26,53 %	26,56 %
Incidence des éléments suivants :			
Quote-part du résultat de la société affiliée	(2,06)	(2,24)	(2,21)
Consolidation de la perte <sup>1</sup>	(1,82)	(2,01)	(2,12)
Autres éléments	(0,41)	0,04	(0,31)
<b>Taux d'imposition effectif – bénéfice d'exploitation</b>	22,31	22,32	21,92
Quote-part de la provision de la société affiliée	–	(0,95)	–
<b>Taux d'imposition effectif – bénéfice net</b>	22,31 %	21,37 %	21,92 %

1. Pour plus de renseignements, se reporter à la section intitulée *Transactions entre parties liées* du présent rapport de gestion.

TABLEAU 5 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ –

PREMIER TRIMESTRE DE 2014 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2013

Trimestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES <sup>1</sup>	
	31 MARS	31 MARS	31 MARS	31 MARS	31 MARS	31 MARS	31 MARS	31 MARS
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
<b>Fonds communs de placement</b>								
Ventes brutes –								
marché monétaire	209,6 \$	175,2 \$	115,3 \$	129,8 \$	16,6 \$	12,2 \$	341,5 \$	317,2 \$
Ventes brutes – à long terme	2 019,4	1 858,7	2 258,5	1 797,5	140,4	119,1	4 415,1	3 766,5
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	2 229,0 \$	2 033,9 \$	2 373,8 \$	1 927,3 \$	157,0 \$	131,3 \$	4 756,6 \$	4 083,7 \$
Ventes nettes –								
marché monétaire	47,4 \$	21,6 \$	27,2 \$	2,7 \$	11,7 \$	4,4 \$	86,3 \$	28,7 \$
Ventes nettes – à long terme	362,9	354,0	326,5	96,0	28,2	7,2	715,9	449,5
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	410,3 \$	375,6 \$	353,7 \$	98,7 \$	39,9 \$	11,6 \$	802,2 \$	478,2 \$
<b>Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes</b>								
Ventes brutes	– \$	– \$	1 492,4 \$	1 350,6 \$	– \$	– \$	961,0 \$	967,0 \$
Ventes nettes	–	–	428,0	155,3	–	–	299,5	76,3
<b>Données combinées</b>								
Ventes brutes	2 229,0 \$	2 033,9 \$	3 866,2 \$	3 277,9 \$	157,0 \$	131,3 \$	5 717,6 \$	5 050,7 \$
Ventes nettes	410,3	375,6	781,7	254,0	39,9	11,6	1 101,7	554,5
<b>Variation du total de l'actif géré</b>								
Ventes nettes	410,3 \$	375,6 \$	781,7 \$	254,0 \$	39,9 \$	11,6 \$	1 101,7 \$	554,5 \$
Rendement du marché et produits	2 211,8	2 028,4	2 270,1	2 533,5	141,3	118,5	4 436,8	4 547,5
Variation de l'actif, montant net	2 622,1	2 404,0	3 051,8	2 787,5	181,2	130,1	5 538,5	5 102,0
Actif au début	68 254,7	60 594,5	65 315,2	61 477,4	3 406,0	2 949,6	131 776,5	120 693,5
<b>Actif à la fin</b>	<b>70 876,8 \$</b>	<b>62 998,5 \$</b>	<b>68 367,0 \$</b>	<b>64 264,9 \$</b>	<b>3 587,2 \$</b>	<b>3 079,7 \$</b>	<b>137 315,0 \$</b>	<b>125 795,5 \$</b>

1. Le total des ventes brutes et des ventes nettes exclut un montant de 534 M\$ et de 130 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (392 M\$ et 87 M\$ en 2013).

Le total de l'actif géré exclut un montant de 5,5 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (4,5 G\$ au 31 mars 2013).

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 6 comprend les résultats des huit derniers trimestres et le rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS et du bénéfice net conformément aux IFRS.

Le bénéfice d'exploitation trimestriel attribuable aux actionnaires ordinaires dépend principalement du volume

de l'actif géré des fonds communs de placement. Comme l'illustre le tableau 6, la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement a augmenté au cours de chacun des sept derniers trimestres, ce qui est conforme à la hausse des marchés nationaux et internationaux.

TABLEAU 6 : SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	T1 2014	T4 2013	T3 2013	T2 2013	T1 2013	T4 2012	T3 2012	T2 2012
<b>Comptes consolidés de résultat (en M\$)</b>								
<b>Produits</b>								
Honoraires de gestion	485,8 \$	475,6 \$	462,2 \$	451,9 \$	442,9 \$	434,7 \$	431,5 \$	443,5 \$
Honoraires d'administration	95,2	93,7	90,4	87,9	85,6	84,5	83,3	84,0
Honoraires de distribution	92,4	85,6	76,2	79,8	81,4	80,2	75,2	80,6
Produits tirés des placements nets et autres produits	41,4	36,7	38,7	47,4	42,8	38,7	44,1	29,4
	714,8	691,6	667,5	667,0	652,7	638,1	634,1	637,5
<b>Charges</b>								
Commissions	243,2	229,3	219,8	219,0	218,0	213,4	209,7	213,7
Charges autres que les commissions	195,7	179,9	173,0	182,7	177,9	163,8	162,5	171,2
Charges d'intérêts	22,8	23,3	23,2	22,9	22,8	23,2	23,2	22,9
	461,7	432,5	416,0	424,6	418,7	400,4	395,4	407,8
Bénéfice avant les éléments suivants	253,1	259,1	251,5	242,4	234,0	237,7	238,7	229,7
Charges de restructuration et autres charges	–	(14,6)	–	–	–	–	–	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	–	9,0	–	–	–	(5,6)	–	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat	253,1	253,5	251,5	242,4	234,0	232,1	238,7	229,7
Impôt sur le résultat	56,5	54,2	55,9	49,3	51,3	27,9	50,3	55,8
Bénéfice net	196,6	199,3	195,6	193,1	182,7	204,2	188,4	173,9
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>194,4 \$</b>	<b>197,1 \$</b>	<b>193,4 \$</b>	<b>190,9 \$</b>	<b>180,5 \$</b>	<b>202,0 \$</b>	<b>186,2 \$</b>	<b>171,7 \$</b>
<b>Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS<sup>1</sup> (en M\$)</b>								
Bénéfice d'exploitation attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS	194,4 \$	198,7 \$	193,4 \$	190,9 \$	180,5 \$	183,2 \$	186,2 \$	178,1 \$
<b>Autres éléments :</b>								
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	(10,6)	–	–	–	–	–	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	–	9,0	–	–	–	(5,6)	–	–
Réduction de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus	–	–	–	–	–	24,4	–	–
Charge d'impôt hors trésorerie	–	–	–	–	–	–	–	(6,4)
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS</b>	<b>194,4 \$</b>	<b>197,1 \$</b>	<b>193,4 \$</b>	<b>190,9 \$</b>	<b>180,5 \$</b>	<b>202,0 \$</b>	<b>186,2 \$</b>	<b>171,7 \$</b>
<b>Bénéfice par action (e)</b>								
<b>Bénéfice d'exploitation attribuable aux actionnaires ordinaires<sup>1</sup></b>								
– De base	77	79	77	76	72	73	73	70
– Dilué	77	79	77	76	72	72	73	69
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>								
– De base	77	78	77	76	72	80	73	67
– Dilué	77	78	77	76	72	80	73	67
<b>Actif quotidien moyen des fonds communs de placement (en G\$)</b>								
	119,7 \$	114,6 \$	110,2 \$	108,4 \$	106,9 \$	102,4 \$	101,0 \$	100,9 \$
<b>Total de l'actif géré des fonds communs de placement (en G\$)</b>								
	122,5 \$	117,6 \$	111,2 \$	107,6 \$	108,5 \$	103,9 \$	102,2 \$	100,2 \$
<b>Total de l'actif géré (en G\$)</b>								
	137,3 \$	131,8 \$	126,0 \$	124,8 \$	125,8 \$	120,7 \$	119,3 \$	118,0 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS ainsi qu'au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non définies par les IFRS.



# Groupe Investors

## Revue des activités

### STRATÉGIE DU GROUPE INVESTORS

Le Groupe Investors cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des clients, des conseillers et des employés convergent. La stratégie d'entreprise du Groupe Investors est axée sur les points suivants :

- L'élargissement de notre réseau de distribution par l'augmentation du nombre de bureaux régionaux, le recrutement de nouveaux conseillers au sein de notre secteur et le soutien continu à l'égard de la croissance et du perfectionnement de nos conseillers actuels.
- L'importance accordée à la prestation de conseils et de services financiers ainsi qu'à l'offre de produits connexes par l'entremise de notre réseau exclusif de conseillers.
- La prestation d'un niveau adéquat de soutien administratif à nos conseillers et à nos clients, notamment le maintien d'une communication active durant tous les cycles économiques.
- La diversification de l'éventail de produits offerts par le Groupe Investors afin de continuer à développer des relations durables avec la clientèle.
- La maximisation du rendement des investissements de l'entreprise en concentrant des ressources sur les initiatives qui profitent directement aux clients et aux conseillers, et qui permettent d'accroître l'efficacité et de mieux contrôler les dépenses.

### RÉSEAU DE CONSEILLERS

Le Groupe Investors se distingue de ses concurrents en offrant des services exhaustifs de planification à ses clients dans le contexte de relations à long terme. Le pivot du mécanisme de prestation de ces services est le réseau national de distribution, composé de conseillers rattachés à des bureaux régionaux répartis dans tout le Canada. Un nouveau bureau régional a été ouvert en 2014 à Guelph-Milton, en Ontario, ce qui porte à 110 le nombre de bureaux régionaux faisant partie de notre réseau.

Au 31 mars 2014, le réseau du Groupe Investors comptait 4 731 conseillers, comparativement à 4 673 à la fin de 2013 et à 4 465 à l'exercice précédent. Il s'agit du nombre le plus important de l'histoire de la Société.

Le nombre de conseillers comptant plus de quatre années d'expérience au sein du Groupe Investors s'est établi à 2 795 au 31 mars 2014, comparativement à 2 766 à l'exercice précédent.

Au quatrième trimestre de 2013, le Groupe Investors a annoncé à son équipe de directeurs du réseau un nouveau programme qui vise à offrir des possibilités de revenus plus élevés aux conseillers pendant leurs deux premières années au Groupe Investors. Ce train de mesures permet

de faire augmenter le nombre de nouveaux conseillers, leur productivité, ainsi que le taux de rétention de ces nouveaux conseillers.

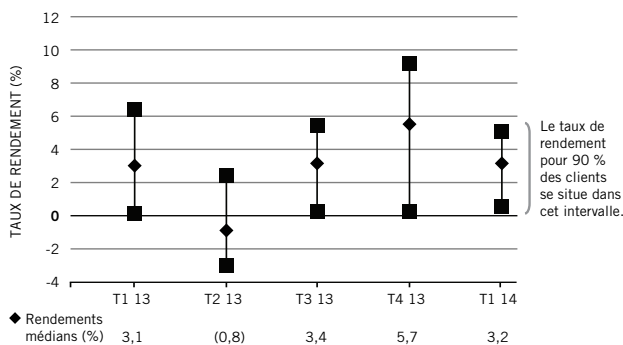
### SOUTIEN ADMINISTRATIF ET COMMUNICATIONS À L'INTENTION DES CONSEILLERS ET DES CLIENTS

Le soutien administratif offert aux conseillers et aux clients comprend la tenue des comptes des clients et la présentation de l'information de façon exacte et opportune, un soutien efficace à la résolution de problèmes, de même que des améliorations continues des systèmes.

Ce soutien administratif est offert aux conseillers et aux clients domiciliés au Québec par la Direction générale du Québec du Groupe Investors, située à Montréal; quant aux conseillers et aux clients d'ailleurs au Canada, ils sont servis par le siège social du Groupe Investors, situé à Winnipeg, au Manitoba. La Direction générale du Québec emploie 270 personnes et comprend des unités opérationnelles pour la plupart des fonctions à l'appui des quelque 900 conseillers et des 19 bureaux régionaux au Québec. Le montant de l'actif géré des fonds communs de placement au Québec était d'environ 12 G\$ au 31 mars 2014.

Les communications régulières avec nos clients comprennent la présentation de l'information trimestrielle relative à leurs portefeuilles de fonds communs de placement du Groupe Investors et à la variation de la valeur de l'actif de ces portefeuilles au cours du trimestre. Chaque client obtient un rendement différent selon le solde de ses retraits et mises de fonds et selon ses portefeuilles de fonds au cours de chaque trimestre, comme l'illustre le graphique ci-dessous. Ce graphique présente les taux de rendement médians pour les comptes des clients pour chacun des cinq derniers trimestres. Ce graphique présente également les seuils inférieur et supérieur de la fourchette des taux de rendement obtenus par 90 % des clients du Groupe Investors.

Taux de rendement pour les comptes des clients



Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, le taux de rendement médian pour les comptes des clients était d'environ 3,2 %, et 99 % des clients ont obtenu un rendement positif.

Nos conseillers ont maintenu de solides relations avec les clients, insistant sur l'importance d'une planification à long terme et d'un portefeuille de placements diversifié. Des sondages continus réalisés auprès de nos clients révèlent une grande satisfaction relativement à la valeur des conseils prodigués par nos conseillers durant tous les cycles économiques.

## ACTIF GÉRÉ

Le niveau de l'actif géré des fonds communs de placement est tributaire des ventes, des rachats et de la valeur liquidative de l'actif de nos fonds. Les variations de l'actif géré pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 7. Au 31 mars 2014, l'actif géré se chiffrait à 70,9 G\$, soit le résultat le plus élevé de l'histoire du Groupe Investors pour une fin de trimestre.

### Rendement des fonds

Au 31 mars 2014, 41 % des fonds communs de placement du Groupe Investors (fonds Investors, fonds de partenaires et fonds de type portefeuille) étaient notés trois étoiles ou mieux par le service de notation de fonds Morningstar<sup>†</sup> et 8 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar<sup>†</sup>, les proportions étaient de 66 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 27 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 mars 2014. La Cote Morningstar<sup>†</sup> est une mesure quantitative objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds, ajusté en fonction du risque, par rapport à des fonds comparables.

### Améliorations à la tarification et aux produits

Au deuxième trimestre de 2012, le Groupe Investors a annoncé une série de changements à la tarification de ses fonds communs de placement et d'améliorations à ses produits dans le but de mieux servir ses clients. Ces changements ont été entièrement annualisés au troisième trimestre de 2013.

En juillet 2013, le Groupe Investors a lancé la nouvelle série U de ses fonds à l'intention des ménages clients disposant d'un actif financier supérieur à 500 000 \$. Cette nouvelle série prévoit une tarification distincte pour la gestion des fonds et des frais de conseil imputés aux comptes des clients.

### Variation de l'actif géré des fonds communs de placement – résultats du premier trimestre de 2014 comparativement à ceux du premier trimestre de 2013

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 70,9 G\$ au 31 mars 2014, soit une hausse de 12,5 %, comparativement à 63,0 G\$ au 31 mars 2013. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est chiffré à 69,3 G\$ au premier trimestre de 2014, en hausse de 11,4 %, comparativement à 62,2 G\$ au premier trimestre de 2013.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 2,2 G\$, soit une hausse de 9,6 % par rapport au trimestre correspondant de 2013. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,8 G\$, en hausse de 9,7 % par rapport à 2013. Le taux de rachat trimestriel annualisé du Groupe Investors pour les fonds à long terme, établi à 9,9 % pour le premier trimestre de 2014, était inférieur au taux de 10,1 % constaté au premier trimestre de 2013.

TABLEAU 7 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT – GROUPE INVESTORS

Trimestres clos les (en M\$)	31 MARS 2014	31 DÉC. 2013	31 MARS 2013	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2013	31 MARS 2013
Ventes	2 229,0 \$	1 694,1 \$	2 033,9 \$	31,6 %	9,6 %
Rachats	1 818,7	1 634,8	1 658,3	11,2	9,7
<b>Ventes nettes</b>	410,3	59,3	375,6	n.s.	9,2
Rendement du marché et produits	2 211,8	3 761,9	2 028,4	(41,2)	9,0
Variation de l'actif, montant net	2 622,1	3 821,2	2 404,0	(31,4)	9,1
Actif au début	68 254,7	64 433,5	60 594,5	5,9	12,6
<b>Actif à la fin</b>	70 876,8 \$	68 254,7 \$	62 998,5 \$	3,8 %	12,5 %
<b>Actif quotidien moyen</b>	69 292,6 \$	66 551,1 \$	62 175,2 \$	4,1 %	11,4 %

Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme du Groupe Investors s'établissait à 9,3 % au 31 mars 2014, ce qui demeure bien plus faible que le taux de rachat moyen correspondant d'environ 17,0 % enregistré par l'ensemble des autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») au 31 mars 2014.

Depuis quelques années, une part croissante des rachats pris en compte dans le calcul du taux de rachat à long terme du Groupe Investors est attribuable aux fonds Pilier et aux transferts dans la gamme de fonds de placement garanti du Groupe Investors. Les fonds Pilier sont des fonds de revenu de type portefeuille dont les actifs sont investis dans le Fonds de marché monétaire Plus Investors dans une proportion de 30 % à 50 %. Nos clients utilisent ces fonds plutôt que les fonds du marché monétaire, où les activités de rachats sont plus importantes; combinés aux transferts dans les fonds de placement garanti, ces fonds représentent 0,4 % de notre taux de rachat à long terme au 31 mars 2014. À l'exception de ces éléments, le taux de rachat en glissement sur douze mois pour les fonds à long terme aurait été de 8,9 %.

Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 410 M\$ au premier trimestre de 2014, comparativement à des ventes nettes de 376 M\$ en 2013. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 2,0 G\$ au cours du premier trimestre de 2014, comparativement à 1,9 G\$ en 2013, soit une hausse de 8,6 %. Les ventes nettes de fonds à long terme se sont établies à 363 M\$ au premier trimestre de 2014, comparativement à des ventes nettes de 354 M\$ en 2013. Au cours du premier trimestre, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de 2,2 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 2,0 G\$ au premier trimestre de 2013.

#### **Variation de l'actif géré des fonds communs de placement – résultats du premier trimestre de 2014 comparativement à ceux du quatrième trimestre de 2013**

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 70,9 G\$ au 31 mars 2014, soit une hausse de 3,8 %, comparativement à 68,3 G\$ au 31 décembre 2013. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est chiffré à 69,3 G\$ au premier trimestre de 2014, comparativement à 66,6 G\$ au quatrième trimestre de 2013, soit une augmentation de 4,1 %.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 2,2 G\$,

soit une hausse de 31,6 % par rapport au quatrième trimestre de 2013. Les rachats de fonds communs de placement, qui ont totalisé 1,8 G\$ au premier trimestre, ont augmenté de 11,2 % par rapport au trimestre précédent, et le taux de rachat trimestriel annualisé, établi à 9,9 % au premier trimestre, était supérieur au taux de 8,9 % enregistré au quatrième trimestre de 2013. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 410 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 59 M\$ au trimestre précédent. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 2,0 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 1,5 G\$ au trimestre précédent, ce qui constitue une augmentation de 35,6 %. Les ventes nettes de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établies à 363 M\$, comparativement à des ventes nettes de 25 M\$ au trimestre précédent.

## **AUTRES PRODUITS ET SERVICES**

### **Fonds distincts**

Le Groupe Investors offre des fonds distincts depuis 2001 et a lancé sa gamme de fonds de placement garanti en novembre 2009. Les fonds de placement garanti sont des polices de fonds distincts émises par La Great-West, compagnie d'assurance-vie; la gamme comprend 14 fonds de fonds distincts différents et 6 fonds distincts individuels. Ces fonds distincts offrent un potentiel de croissance à long terme des placements ainsi qu'une gestion du risque, et sont assortis de garanties complètes ou partielles applicables au décès et à l'échéance, d'une protection éventuelle contre les créanciers et de caractéristiques facilitant la planification successorale. Certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager, qui assure un revenu de retraite garanti, la vie durant. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par le Groupe Investors. Au 31 mars 2014, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,5 G\$, comparativement à 1,3 G\$ au 31 mars 2013.

### **Assurance**

Le Groupe Investors distribue des produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc. Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, les ventes de produits d'assurance, calculées en fonction des nouvelles primes annualisées, ont atteint 16 M\$ comparativement à 18 M\$ en 2013, ce qui constitue une diminution de 9,0 %.

### **Opérations sur titres**

Le Groupe Investors propose à ses clients des services liés aux valeurs mobilières par l'entremise de la société Valeurs mobilières Groupe Investors Inc., qui est un courtier en

valeurs enregistré dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada.

### **Prêts hypothécaires**

Le Groupe Investors est un prêteur hypothécaire d'envergure nationale. Il offre, à l'intention des clients actuels du Groupe Investors et des nouveaux clients, des prêts hypothécaires à court et à long terme, à taux variable ou fixe, assortis de caractéristiques intéressantes, à des tarifs concurrentiels dans le cadre d'un plan financier complet. Les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec nos clients et leurs conseillers, en fonction de la réglementation en vigueur, afin d'élaborer des stratégies de financement hypothécaire qui correspondent aux besoins et aux objectifs de chaque client. Au 31 mars 2014, les spécialistes hypothécaires du réseau étaient au nombre de 97, comparativement à 95 au 31 mars 2013.

Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus à un certain nombre de ressources de financement, dont le Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors, le Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, des structures de titrisation et des investisseurs institutionnels. Certaines filiales du Groupe Investors sont autorisées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») à titre d'émettrices de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») et de vendeuses de TH LNH dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »). Les programmes de titrisation auxquels participent ces filiales comprennent également certains programmes de papier commercial adossé à des

actifs (le « PCAA ») commandité par des banques. Les prêts hypothécaires résidentiels sont également détenus dans le cadre des activités d'intermédiaire du Groupe Investors.

Les prêts hypothécaires montés se sont établis à 416 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014 comparativement à 503 M\$ en 2013, ce qui constitue une diminution de 17,3 %. Au 31 mars 2014, les prêts hypothécaires gérés par le Groupe Investors liés à ses activités bancaires hypothécaires totalisaient 8,6 G\$, comparativement à 7,5 G\$ au 31 mars 2013, ce qui constitue une augmentation de 14,3 %.

### **Solutions Bancaires<sup>†</sup>**

Solutions Bancaires<sup>†</sup> du Groupe Investors continue d'être très utilisé par les conseillers et les clients. L'offre consiste en une vaste gamme de produits et services fournis par la Banque Nationale du Canada en vertu d'une entente de distribution à long terme. Les produits et services comprennent des prêts à l'investissement, des marges de crédit, des prêts personnels, de l'assurance-crédit, des comptes de dépôt et des cartes de crédit. Les clients ont accès à un réseau de guichets automatiques, ainsi qu'à un site Web client et à un centre de services clients, tous deux sous marque privée. Le programme Solutions Bancaires<sup>†</sup> s'inscrit dans l'approche du Groupe Investors qui consiste à fournir des solutions financières complètes à ses clients par l'intermédiaire d'une vaste plateforme de planification financière.

### **Produits et services additionnels**

Le Groupe Investors offre également à sa clientèle des certificats de placement garanti émis par La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée et par un certain nombre d'autres établissements financiers.

## Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le bénéfice avant intérêts et impôt du Groupe Investors est présenté dans le tableau 8.

### RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2014 COMPARATIVEMENT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2013

#### Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires proviennent de la gestion, de l'administration et de la distribution des fonds communs de placement du Groupe Investors. La distribution de produits d'assurance et des produits Solutions Bancaires<sup>1</sup> et la prestation de services liés aux valeurs mobilières fournissent des produits tirés des honoraires additionnels.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires de gestion pour les services de gestion de placements fournis à ses fonds communs de placement, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires de gestion se sont chiffrés à 300,7 M\$ au premier trimestre de 2014, en hausse de 30,6 M\$, ou 11,3 %, par rapport à 270,1 M\$ en 2013.

L'augmentation nette des honoraires de gestion au cours du premier trimestre est liée à la hausse de 11,4 % de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement pour le trimestre, comme l'illustre le tableau 7. Le taux moyen des frais de gestion au premier trimestre de

2014 s'est établi à 176,0 points de base de l'actif quotidien des fonds communs de placement, comparativement à 176,2 points de base en 2013.

Par ailleurs, le Groupe Investors a renoncé à une partie des honoraires de gestion relatifs à ses fonds du marché monétaire, ce qui a eu une incidence sur les produits tirés des honoraires de gestion et les taux moyens des honoraires de gestion pour les deux périodes. Ces renoncations ont totalisé 0,8 M\$ au premier trimestre de 2014, comparativement à 0,9 M\$ à l'exercice précédent.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires d'administration pour les services administratifs fournis à ses fonds communs de placement et pour les services fiduciaires fournis à ses fonds communs de placement en fiducie à participation unitaire, qui dépendent aussi en grande partie du volume et de la composition de l'actif. Les honoraires d'administration ont totalisé 66,0 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 57,6 M\$ à l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 14,6 % principalement attribuable à la variation de la moyenne de l'actif géré des fonds communs de placement.

Les produits tirés des honoraires de distribution proviennent des sources suivantes :

- Les frais de rachat applicables aux fonds communs de placement vendus avec frais d'acquisition différés.
- Les frais de distribution liés aux fonds de type portefeuille.

TABLEAU 8 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – GROUPE INVESTORS

Trimestres clos les (en M\$)	31 MARS 2014	31 DÉC. 2013	31 MARS 2013	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2013	31 MARS 2013
<b>Produits</b>					
Honoraires de gestion	300,7 \$	294,3 \$	270,1 \$	2,2 %	11,3 %
Honoraires d'administration	66,0	64,4	57,6	2,5	14,6
Honoraires de distribution	48,5	49,6	46,5	(2,2)	4,3
	415,2	408,3	374,2	1,7	11,0
Produits tirés des placements nets et autres produits	13,2	11,0	18,4	20,0	(28,3)
	428,4	419,3	392,6	2,2	9,1
<b>Charges</b>					
Commissions	69,8	71,0	67,4	(1,7)	3,6
Primes de rétention de l'actif	60,7	56,0	53,7	8,4	13,0
Charges autres que les commissions	109,9	103,5	99,3	6,2	10,7
	240,4	230,5	220,4	4,3	9,1
<b>Bénéfice avant intérêts et impôt</b>	<b>188,0 \$</b>	<b>188,8 \$</b>	<b>172,2 \$</b>	<b>(0,4) %</b>	<b>9,2 %</b>

- La distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc.
- La prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.
- La prestation de services bancaires par l'intermédiaire de Solutions Bancaires†.

Les produits tirés des honoraires de distribution se sont chiffrés à 48,5 M\$ pour le premier trimestre de 2014, en hausse de 2,0 M\$ par rapport à 46,5 M\$ en 2013. L'augmentation nette pour le trimestre s'explique par la hausse des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits d'assurance et des frais de rachat, contrebalancée en partie par des diminutions des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits bancaires. Les produits tirés des frais de rachat varient en fonction du volume des rachats assujettis à des frais d'acquisition différés.

#### **Produits tirés des placements nets et autres produits**

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe les produits tirés des activités bancaires hypothécaires et les produits d'intérêts nets liés aux activités d'intermédiaire.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 13,2 M\$ au premier trimestre de 2014, en baisse de 5,2 M\$ par rapport à 18,4 M\$ en 2013.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 12,8 M\$ au premier trimestre de 2014 comparativement à 17,9 M\$ en 2013, soit une diminution de 5,1 M\$. Le tableau 9 présente un sommaire des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre considéré. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont attribuables à ce qui suit :

- Les produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés, qui ont augmenté de 0,3 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2014 pour s'établir à 10,8 M\$. Cette augmentation s'explique par la hausse des prêts titrisés moyens, contrebalancée par des marges de produits d'intérêts plus faibles.
- Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels, qui ont diminué de 2,7 M\$ par rapport à 2013 pour atteindre 2,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014. La diminution des profits découle de la baisse du volume des ventes aux investisseurs institutionnels.
- Les ajustements de la juste valeur et autres produits, qui ont diminué de 2,7 M\$ par rapport à 2013 pour atteindre (0,9) M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014. La diminution pour le trimestre tient à des

ajustements favorables de la juste valeur des dérivés relatifs aux activités de titrisation constatés en 2013, par suite des fluctuations des taux d'intérêt et des activités de remboursements anticipés.

#### **Charges**

Le Groupe Investors engage une charge liée aux commissions se rapportant à la distribution de ses fonds communs de placement et autres produits et services financiers. Des commissions sont versées au moment de la vente de ces produits et leur montant fluctue en fonction du volume des ventes. Les charges au titre des commissions de vente différées comprennent l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 69,8 M\$ pour le premier trimestre de 2014, en hausse de 2,4 M\$ par rapport à 67,4 M\$ en 2013. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation du montant de la rémunération lié aux autres produits et services financiers distribués. L'augmentation a été contrebalancée en partie par la diminution de l'amortissement des commissions liées aux fonds communs de placement et par la baisse des radiations du solde non amorti des commissions de vente différées liées à la baisse du taux de rachat pendant la période.

La charge liée aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif est constituée des éléments suivants :

- Les primes de rétention de l'actif, dont le calcul est fondé sur la valeur des actifs gérés, ont augmenté de 5,5 M\$ au premier trimestre de 2014 pour s'établir à 50,7 M\$ par rapport à 2013. L'augmentation pour la période est principalement attribuable à un accroissement de l'actif géré.
  - Les primes supplémentaires de rétention de l'actif, qui sont une composante de la rémunération différée visant à promouvoir le maintien en fonction des conseillers, sont fondées sur l'actif géré à la fin de chaque exercice. La charge liée aux primes supplémentaires de rétention de l'actif a augmenté de 1,5 M\$ par rapport à 2013 pour s'établir à 10,0 M\$ au premier trimestre de 2014.
- Les charges autres que les commissions engagées par le Groupe Investors sont principalement liées au soutien de son réseau de conseillers, à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de ses fonds communs de placement et autres produits ainsi qu'aux frais des sous-conseillers liés aux fonds communs de placement gérés. Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à

TABLEAU 9 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – GROUPE INVESTORS

(en M\$)	31 MARS 2014	31 DÉC. 2013	31 MARS 2013	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2013	31 MARS 2013
<b>(Aux)</b>					
<b>Prêts hypothécaires gérés</b>	8 587 \$	8 478 \$	7 513 \$	1,3 %	14,3 %
<b>Prêts hypothécaires détenus temporairement<sup>1</sup></b>	200 \$	317 \$	227 \$	(36,9) %	(11,9) %
<b>(Trimestres clos les)</b>					
<b>Moyenne des prêts hypothécaires gérés</b>					
Programmes TH LNH et OHC	3 799 \$	3 585 \$	3 264 \$	6,0 %	16,4 %
Programmes de PCAA commandité par des banques	1 666	1 541	1 305	8,1	27,7
Titrisations	5 465	5 126	4 569	6,6	19,6
Autres	3 059	3 249	2 837	(5,8)	7,8
	8 524 \$	8 375 \$	7 406 \$	1,8 %	15,1 %
<b>Prêts hypothécaires montés<sup>2</sup></b>	416 \$	431 \$	503 \$	(3,5) %	(17,3) %
<b>Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes<sup>3</sup> :</b>					
Titrisations	453 \$	888 \$	351 \$	(49,0) %	29,1 %
Autres <sup>4</sup>	215	250	274	(14,0)	(21,5)
	668 \$	1 138 \$	625 \$	(41,3) %	6,9 %
<b>Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires</b>					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	41,6 \$	40,4 \$	36,8 \$	3,0 %	13,0 %
Charges d'intérêts	30,8	29,5	26,3	4,4	17,1
Produits d'intérêts nets	10,8	10,9	10,5	(0,9)	2,9
Profit sur ventes <sup>5</sup>	2,9	3,0	5,6	(3,3)	(48,2)
Ajustements de la juste valeur et autres produits	(0,9)	(3,1)	1,8	71,0	(150,0)
	12,8 \$	10,8 \$	17,9 \$	18,5 %	(28,5) %

1. Les activités liées aux prêts hypothécaires détenus temporairement comprennent les financements, les renouvellements et les refinancements de prêts hypothécaires.

2. Excluent les renouvellements et les refinancements.

3. Représentent les montants en capital vendus.

4.,5. Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, ainsi que les profits tirés de ces ventes.

109,9 M\$ au premier trimestre de 2014, comparativement à 99,3 M\$ en 2013, ce qui constitue une augmentation de 10,6 M\$, ou 10,7 %. Ces augmentations comprennent des charges supplémentaires liées à l'attention accrue accordée à l'expansion du réseau de conseillers, aux capacités de gestion de placements et aux autres mesures visant la croissance des affaires.

## RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2014 COMPARATIVEMENT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2013

### Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires de gestion ont augmenté de 6,4 M\$, ou 2,2 %, pour s'établir à 300,7 M\$ au premier trimestre de 2014, par rapport au quatrième trimestre de

2013. L'augmentation des produits tirés des honoraires de gestion résulte de l'augmentation de 4,1 % de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comme il est indiqué dans le tableau 7. L'augmentation a été contrebalancée en partie par une diminution de 6,6 M\$ résultant du fait que le premier trimestre comptait deux journées civiles de moins que le quatrième trimestre de 2013.

Les renoncations relatives aux fonds du marché monétaire ont totalisé 0,8 M\$ au premier trimestre de 2014, soit le même montant qu'au quatrième trimestre de 2013.

Les honoraires d'administration ont augmenté pour s'établir à 66,0 M\$ au premier trimestre de 2014, comparativement à 64,4 M\$ au quatrième trimestre de 2013. La hausse nette découle de l'augmentation de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement par rapport au quatrième trimestre de 2013.

Les produits tirés des honoraires de distribution, chiffrés à 48,5 M\$ au premier trimestre de 2014, ont diminué de 1,1 M\$ par rapport à 49,6 M\$ au quatrième trimestre, principalement en raison d'une diminution des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits d'assurance, contrebalancée en partie par une augmentation des frais de rachat.

#### **Produits tirés des placements nets et autres produits**

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 13,2 M\$ au premier trimestre de 2014 comparativement à 11,0 M\$ au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 2,2 M\$ principalement liée aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 12,8 M\$ pour le premier trimestre de 2014, en hausse de 2,0 M\$ par rapport à 10,8 M\$ au trimestre précédent, comme l'illustre le tableau 9. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires tiennent principalement à un niveau plus bas, au premier trimestre de 2014 qu'au quatrième trimestre de 2013, des ajustements défavorables de la juste valeur apportés aux swaps utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur les prêts détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus à des tiers ou titrisés.

#### **Charges**

Pour le trimestre considéré, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 69,8 M\$, comparativement à 71,0 M\$ au trimestre précédent. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution du montant de la rémunération lié aux autres produits et services financiers distribués. Les charges liées aux primes de rétention de l'actif ont augmenté de 4,7 M\$ pour s'établir à 60,7 M\$ au premier trimestre de 2014 par suite de l'accroissement de l'actif géré moyen.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 109,9 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 6,4 M\$, ou 6,2 %, par rapport à 103,5 M\$ au quatrième trimestre de 2013. Cette hausse est en majeure partie liée au caractère saisonnier de certaines charges qui sont habituellement engagées au premier trimestre. Elle reflète également les efforts liés à l'expansion du réseau de conseillers, aux capacités de gestion de placements et aux autres mesures visant la croissance des affaires.



# Mackenzie

## Revue des activités

### STRATÉGIE DE MACKENZIE

Mackenzie cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des courtiers, des conseillers, des clients et des employés convergent.

Au quatrième trimestre de 2013, Mackenzie a consolidé sa vision et défini un certain nombre de priorités stratégiques afin d'assurer la réussite future de ses activités.

Notre vision : nous sommes engagés à assurer le succès financier des investisseurs, selon *leur* point de vue.

- Établir des bases solides, chaque fois, en toutes circonstances
- Fournir un rendement ajusté en fonction du risque concurrentiel et constant
- Transformer la distribution afin de stimuler les ventes et d'accroître la part de marché
- Offrir aux investisseurs et aux conseillers des produits de grande qualité et anticiper activement leurs besoins futurs
- Recommander aux investisseurs des solutions financières efficaces, axées sur les conseils
- Instaurer une culture de gagnant

Mackenzie cherche à maximiser le rendement des investissements de l'entreprise en concentrant les ressources sur les initiatives qui profitent directement à la gestion de placements, à la distribution et à l'expérience client.

Fondée en 1967, Mackenzie continue de bâtir une entreprise de services-conseils en placements au moyen de ses services exclusifs de recherche en placements et de gestion de portefeuille, tout en ayant recours à des partenaires stratégiques à titre de sous-conseillers dans des domaines précis. Notre modèle de vente est fondé sur une multitude de canaux de distribution : le réseau de détail, les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Mackenzie distribue ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Les équipes de vente de Mackenzie travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel. Grâce à ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries de ses fonds communs de placement et fournit des services de sous-conseiller pour des programmes de placement de tierces parties et de parties liées offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement. Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement.

Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Mackenzie développe de nouvelles activités institutionnelles dans le cadre de ses relations avec des conseillers des secteurs de la gestion et des régimes de retraite.

Les activités de ventes brutes et de rachats dans les comptes de la clientèle institutionnelle et des alliances stratégiques peuvent être plus importantes que dans le canal de détail, compte tenu de l'importance relative et de la nature de la relation de distribution liée à ces comptes. Ces comptes font également l'objet d'évaluations continues et d'activités de rééquilibrage qui peuvent entraîner des variations importantes des niveaux de l'actif géré.

Mackenzie jouit d'une position enviable en vue de poursuivre le renforcement de ses relations de distribution grâce à son équipe de professionnels en placements chevronnés, à sa vaste gamme de produits, à ses produits offerts à des tarifs concurrentiels et à l'importance qu'elle accorde à l'expérience client et à l'excellence de ses placements.

### ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la variation du total de l'actif géré est présenté au tableau 10, et les variations de l'actif géré des fonds communs de placement sont résumées au tableau 11.

La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par l'augmentation ou la diminution de la valeur de marché des titres détenus dans les portefeuilles de placements et par le volume des ventes par rapport au volume des rachats.

### Rendement des fonds

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 31 mars 2014, 44 %, 52 % et 50 % des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds communs de placement par rapport à la notation attribuée par le service de notation de fonds Morningstar<sup>†</sup>. Au 31 mars 2014, 77 % des fonds communs de placement de Mackenzie mesurés par Morningstar<sup>†</sup> étaient notés trois étoiles ou mieux et 32 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar<sup>†</sup>, les proportions étaient de 66 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 27 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 mars 2014. Ces notations excluent la Gamme de fonds Quadrus<sup>†</sup>.

TABLEAU 10 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – MACKENZIE

Trimestres clos les (en M\$)	31 MARS 2014	31 DÉC. 2013	31 MARS 2013	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2013	31 MARS 2013
Ventes	3 866,2 \$	3 143,4 \$	3 277,9 \$	23,0 %	17,9 %
Rachats	3 084,5	4 055,9	3 023,9	(24,0)	2,0
<b>Ventes nettes (rachats nets)</b>	<b>781,7</b>	<b>(912,5)</b>	<b>254,0</b>	<b>185,7</b>	<b>207,8</b>
Rendement du marché et produits	2 270,1	2 956,5	2 533,5	(23,2)	(10,4)
Variation de l'actif, montant net	3 051,8	2 044,0	2 787,5	49,3	9,5
Actif au début	65 315,2	63 271,2	61 477,4	3,2	6,2
<b>Actif à la fin</b>	<b>68 367,0 \$</b>	<b>65 315,2 \$</b>	<b>64 264,9 \$</b>	<b>4,7 %</b>	<b>6,4 %</b>
<b>Composé des éléments suivants :</b>					
Fonds communs de placement	48 059,2 \$	46 024,4 \$	42 410,2 \$	4,4 %	13,3 %
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes	20 307,8	19 290,8	21 854,7	5,3	(7,1)
	<b>68 367,0 \$</b>	<b>65 315,2 \$</b>	<b>64 264,9 \$</b>	<b>4,7 %</b>	<b>6,4 %</b>
<b>Total de l'actif moyen mensuel<sup>1</sup></b>	<b>66 748,9 \$</b>	<b>64 516,8 \$</b>	<b>63 268,3 \$</b>	<b>3,5 %</b>	<b>5,5 %</b>

1. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds communs de placement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes.

TABLEAU 11 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT – MACKENZIE

Trimestres clos les (en M\$)	31 MARS 2014	31 DÉC. 2013	31 MARS 2013	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2013	31 MARS 2013
Ventes	2 373,8 \$	2 019,2 \$	1 927,3 \$	17,6 %	23,2 %
Rachats	2 020,2	2 011,2	1 828,6	0,4	10,5
<b>Ventes nettes</b>	<b>353,6</b>	<b>8,0</b>	<b>98,7</b>	<b>n.s.</b>	<b>258,3</b>
Rendement du marché et produits	1 681,2	2 422,5	1 917,1	(30,6)	(12,3)
Variation de l'actif, montant net	2 034,8	2 430,5	2 015,8	(16,3)	0,9
Actif au début	46 024,4	43 593,9	40 394,4	5,6	13,9
<b>Actif à la fin</b>	<b>48 059,2 \$</b>	<b>46 024,4 \$</b>	<b>42 410,2 \$</b>	<b>4,4 %</b>	<b>13,3 %</b>
<b>Actif quotidien moyen des fonds communs de placement</b>	<b>46 950,3 \$</b>	<b>44 839,9 \$</b>	<b>41 725,1 \$</b>	<b>4,7 %</b>	<b>12,5 %</b>

### Modifications à l'offre de produits de fonds communs de placement

La gamme diversifiée de produits de placement de Mackenzie est conçue pour répondre aux besoins des investisseurs et pour les aider à atteindre leurs objectifs. Mackenzie continue d'élargir sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les

conseillers financiers peuvent offrir à leurs clients. Au nombre des initiatives entreprises au cours du premier trimestre de 2014 figure ce qui suit :

- En janvier 2014, Mackenzie a élargi sa gamme de produits afin d'y ajouter une deuxième option d'achat avec frais modérés. Cette option offre aux investisseurs une plus grande flexibilité au moment de l'achat.

- Le 23 avril 2014, Mackenzie a lancé cinq nouveaux fonds : le Fonds américain à faible volatilité Mackenzie, le Fonds de titres de catégorie investissement à taux variable Mackenzie, le Fonds d'obligations tactique mondial Mackenzie, le Fonds américain de dividendes Mackenzie et le Fonds enregistré américain de dividendes Mackenzie.
- Le 30 avril 2014, Mackenzie a modifié les objectifs de placement du Fonds mondial de revenu diversifié Mackenzie de façon à ce qu'il puisse désormais investir directement dans des titres productifs de revenu. Le Fonds sera géré par l'équipe des placements à revenu fixe Mackenzie et l'équipe des actions et du revenu mondiaux Mackenzie et sera renommé Fonds de revenu stratégique mondial Mackenzie.

#### **Variation de l'actif géré – premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013**

Au 31 mars 2014, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 68,4 G\$, soit une hausse de 6,4 %, comparativement à 64,3 G\$ au 31 mars 2013. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 48,1 G\$ au 31 mars 2014, soit une hausse de 13,3 %, comparativement à 42,4 G\$ au 31 mars 2013. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 20,3 G\$ au 31 mars 2014, soit une baisse de 7,1 % par rapport à 21,9 G\$ à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, les ventes brutes de Mackenzie relatives au total de l'actif géré se sont chiffrées à 3,9 G\$, soit une hausse de 17,9 %, comparativement à 3,3 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rachats se sont chiffrés à 3,1 G\$, soit une hausse de 2,0 %, comparativement à 3,0 G\$ à l'exercice précédent. Les ventes nettes pour le trimestre clos le 31 mars 2014 se sont établies à 782 M\$, comparativement à des ventes nettes de 254 M\$ à l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 2,3 G\$, comparativement à une augmentation de 2,5 G\$ à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,4 G\$, soit une hausse de 23,2 %, comparativement à 1,9 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 2,0 G\$, soit une hausse de 10,5 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement pour le trimestre clos le 31 mars

2014 se sont établies à 354 M\$, comparativement à des ventes nettes de 99 M\$ à l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 1,7 G\$, comparativement à une augmentation de 1,9 G\$ à l'exercice précédent.

Les rachats de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre clos le 31 mars 2014 se sont établis à 1,9 G\$, comparativement à 1,7 G\$ à l'exercice précédent. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme de 16,9 % au premier trimestre de 2014 est demeuré stable par rapport à celui du premier trimestre de 2013. Au 31 mars 2014, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'établissait à 16,0 %, comparativement à 17,3 % à l'exercice précédent. Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds communs de placement à long terme pour tous les autres membres de l'IFIC s'établissait à environ 16,4 % au 31 mars 2014. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie reflète le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'achat, l'actif à frais d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et comportant des frais de rachat.

#### **Variation de l'actif géré – premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013**

Au 31 mars 2014, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 68,4 G\$, soit une hausse de 4,7 %, comparativement à 65,3 G\$ au 31 décembre 2013, comme le présente le tableau 10. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie a augmenté de 4,4 %, pour s'établir à 48,1 G\$ au cours du trimestre, et les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie sont passés de 19,3 G\$ à 20,3 G\$ au 31 mars 2014, ce qui représente une augmentation de 1,0 G\$.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,4 G\$, en hausse de 17,6 % par rapport au quatrième trimestre de 2013. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 2,0 G\$ pour le premier trimestre, en hausse de 0,4 % par rapport au trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 354 M\$ pour le

trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 8 M\$ au trimestre précédent.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 1,9 G\$, soit le même montant qu'au trimestre précédent. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds à long terme était de 16,9 % pour le trimestre clos le 31 mars 2014, comparativement à 17,2 % au quatrième trimestre de 2013. Les ventes nettes de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établies à

327 M\$, comparativement à des ventes nettes de 12 M\$ au trimestre précédent. Au cours du quatrième trimestre de 2013, les activités de ventes brutes et de rachats de fonds communs de placement de Mackenzie ont subi l'incidence de transactions de rééquilibrage effectuées par un client institutionnel. Ces transactions ont donné lieu à des ventes brutes de 405 M\$ et à des rachats de 247 M\$. Compte non tenu de ces transactions de rééquilibrage, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds à long terme s'est établi à 15,0 % au quatrième trimestre de 2013.

## Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le tableau 12 présente le bénéfice avant intérêts et impôt de Mackenzie.

### RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2014 COMPARATIVEMENT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2013

#### Produits

Mackenzie tire la plus grande partie de ses produits des honoraires de gestion. Le montant des honoraires de

gestion dépend du volume et de la répartition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs sous-jacents gérés. Les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe, et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle. La majorité de l'actif des fonds communs de placement

TABLEAU 12 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – MACKENZIE

Trimestres clos les (en M\$)	31 MARS 2014	31 DÉC. 2013	31 MARS 2013	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2013	31 MARS 2013
<b>Produits</b>					
Honoraires de gestion	171,7 \$	168,6 \$	161,3 \$	1,8 %	6,4 %
Honoraires d'administration	26,1	26,3	25,4	(0,8)	2,8
Honoraires de distribution	3,2	3,3	3,8	(3,0)	(15,8)
	201,0	198,2	190,5	1,4	5,5
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,3	3,8	1,7	(65,8)	(23,5)
	202,3	202,0	192,2	0,1	5,3
<b>Charges</b>					
Commissions	16,9	16,6	18,9	1,8	(10,6)
Commissions de suivi	56,9	53,7	47,7	6,0	19,3
Charges autres que les commissions	70,8	64,9	66,6	9,1	6,3
	144,6	135,2	133,2	7,0	8,6
<b>Bénéfice avant intérêts et impôt</b>	<b>57,7 \$</b>	<b>66,8 \$</b>	<b>59,0 \$</b>	<b>(13,6) %</b>	<b>(2,2) %</b>

de Mackenzie est achetée pour des épargnants. Mackenzie offre également certaines séries de ses fonds communs de placement assorties de frais de gestion pour des programmes tarifés, une clientèle institutionnelle et des programmes de placement de tierces parties offerts par des banques, des compagnies d'assurances et des courtiers en valeurs mobilières. Mackenzie ne verse pas de commissions pour ces séries de fonds communs de placement.

Les honoraires de gestion se sont établis à 171,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, soit une hausse de 10,4 M\$, ou 6,4 %, par rapport à 161,3 M\$ à l'exercice précédent. La hausse des honoraires de gestion découle principalement de l'accroissement de l'actif géré moyen, qui a augmenté de 5,5 %. Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 104,3 points de base au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, comparativement à 103,4 points de base en 2013. Cette augmentation du taux des honoraires découle d'une modification de la répartition de l'actif en faveur des fonds communs de placement, dont les frais sont en moyenne plus élevés que ceux des mandats autres que les fonds communs de placement. La hausse a été contrebalancée par une réduction de 4,5 M\$ des honoraires de gestion versés par CMA Holdings Inc. découlant de la renégociation des frais de sous-conseillers en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2013.

Mackenzie tire des honoraires d'administration principalement de la prestation de services à l'égard de ses fonds communs de placement. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 26,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, comparativement à 25,4 M\$ en 2013.

Depuis le 1<sup>er</sup> août 2007, Mackenzie assume les charges d'exploitation des fonds Mackenzie autres que la TPS et la TVH et certains frais déterminés associés aux fonds, moyennant des frais d'administration à taux fixe pour chacun des fonds. Les fonds qui existaient au 1<sup>er</sup> août 2007 pourraient devoir payer à Mackenzie un ajustement mensuel lié aux charges d'exploitation si la moyenne mensuelle de l'actif net combiné de la totalité des fonds et des séries de Mackenzie qui étaient visés par la proposition touchant la méthode d'imputation des frais d'administration, approuvée par les investisseurs le 7 août 2007, diminue pour atteindre 95 % du total de l'actif net au 1<sup>er</sup> août 2007.

En raison du volume de l'actif de ses fonds communs de placement, Mackenzie a continué de recevoir un ajustement lié aux charges d'exploitation au cours de la période considérée. L'ajustement lié aux charges d'exploitation s'est chiffré à 1,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, comparativement à 4,1 M\$ en 2013.

Mackenzie perçoit des produits tirés des honoraires de distribution sur les rachats d'actifs de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. Les honoraires de distribution pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour s'établir à zéro après sept ans. Les honoraires de distribution pour l'actif comportant des frais modérés s'établissent entre 2,0 % et 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour être de zéro après deux ou trois ans, selon l'option d'achat. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 3,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, en baisse de 0,6 M\$ comparativement à 3,8 M\$ à l'exercice précédent.

### Charges

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 144,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, ce qui représente une hausse de 11,4 M\$, ou 8,6 %, par rapport à 133,2 M\$ à l'exercice précédent.

Mackenzie verse des commissions de vente aux courtiers qui vendent ses fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. Les charges au titre des commissions de vente différées comprennent l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Mackenzie amortit ses commissions de vente sur une période maximale de trois ans à compter de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais modérés et sur une période maximale de sept ans à partir de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais d'acquisition différés. La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 16,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, comparativement à 18,9 M\$ à l'exercice précédent. Cette diminution est cohérente avec la réduction des montants versés au titre des commissions de vente différées au cours des dernières années et avec la diminution des radiations du solde non amorti des commissions de vente différées relatives aux rachats.

Les commissions de suivi versées aux courtiers s'appliquent à certaines catégories de fonds communs de placement destinées aux épargnants et sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement. Elles varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'achat, des frais d'acquisition différés ou des frais modérés. Les commissions de suivi se sont établies à 56,9 M\$ pour le trimestre clos le

31 mars 2014, soit une hausse de 9,2 M\$, ou 19,3 %, par rapport à 47,7 M\$ à l'exercice précédent. La variation des commissions de suivi découle à la fois de la hausse de l'actif moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre et d'une modification de la composition de l'actif des fonds communs de placement, qui est désormais orientée vers des séries de fonds communs de placement qui offrent des taux de commissions de suivi plus élevés. Pour la période, ces changements comprennent l'incidence d'une pondération plus élevée de fonds d'actions, ainsi que d'une pondération plus grande de séries de fonds sans frais, qui sont tous assujettis à des taux de commissions de suivi plus élevés. Les commissions de suivi, en pourcentage de l'actif géré moyen des fonds communs de placement, se sont chiffrées à 48,4 points de base pour le trimestre clos le 31 mars 2014, comparativement à 45,7 points de base en 2013.

Les charges autres que les commissions sont engagées par Mackenzie relativement à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de son actif géré. Les charges autres que les commissions ont totalisé 70,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, soit une hausse de 4,2 M\$, ou 6,3 %, par rapport à 66,6 M\$ en 2013. Mackenzie continue d'attirer, de retenir et de former des employés et d'investir de manière stratégique dans ses systèmes et outils technologiques afin d'accroître ses capacités d'exploitation futures tout en investissant dans les activités visant à générer des produits en vue de faire croître davantage l'entreprise.

## RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2014 COMPARATIVEMENT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2013

### Produits

Les produits de Mackenzie se sont chiffrés à 202,3 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 0,3 M\$, ou 0,1 %, par rapport à 202,0 M\$ au quatrième trimestre de 2013.

Les honoraires de gestion se sont élevés à 171,7 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 3,1 M\$, ou 1,8 %, par rapport à 168,6 M\$ au quatrième trimestre de 2013. Les facteurs suivants ont contribué à cette augmentation nette :

- La moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 66,7 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 64,5 G\$ au trimestre clos le 31 décembre 2013, ce qui constitue une augmentation de 3,5 %.

- Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 104,3 points de base au cours du trimestre considéré, comparativement à 103,7 points de base au quatrième trimestre de 2013 en raison d'une modification de la répartition de l'actif géré.

Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par le fait que le premier trimestre de 2014 comptait deux jours civils de moins que le quatrième trimestre de 2013, l'incidence s'étant chiffrée à 3,8 M\$.

Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 26,1 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 0,2 M\$, ou 0,8 %, par rapport à 26,3 M\$ au trimestre précédent. Les honoraires d'administration du trimestre considéré incluaient un ajustement lié aux charges d'exploitation des fonds de 1,9 M\$, comparativement à 2,7 M\$ au quatrième trimestre de 2013.

### Charges

Les charges de Mackenzie se sont chiffrées à 144,6 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 9,4 M\$, ou 7,0 %, par rapport à 135,2 M\$ au quatrième trimestre de 2013.

La charge liée aux commissions, qui découle de l'amortissement des commissions de vente, s'est chiffrée à 16,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, comparativement à 16,6 M\$ au quatrième trimestre de 2013.

Les commissions de suivi se sont établies à 56,9 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une augmentation de 3,2 M\$, ou 6,0 %, comparativement à 53,7 M\$ au quatrième trimestre de 2013. La variation des commissions de suivi est conforme à l'augmentation de 4,7 % de l'actif géré moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre, à laquelle s'ajoute la modification de la composition de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie, qui a donné lieu à une hausse du taux effectif des commissions de suivi, qui s'est établi à 48,4 points de base, par rapport à 47,9 points de base au quatrième trimestre de 2013.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 70,8 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 5,9 M\$, ou 9,1 %, par rapport à 64,9 M\$ au quatrième trimestre de 2013. En raison de l'augmentation des activités de vente et des volumes de transactions au premier trimestre de l'exercice et du caractère saisonnier de certaines charges, les charges autres que les commissions de Mackenzie sont généralement plus élevées pour le premier trimestre de l'exercice que pour les autres trimestres.

## Activités internes et autres

### Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le secteur Activités internes et autres comprend les produits tirés des placements nets non attribués aux secteurs Groupe Investors ou Mackenzie, la quote-part du résultat de sa société affiliée, Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), revenant à la Société, les résultats d'exploitation

d'Investment Planning Counsel Inc., les autres produits, ainsi que les écritures d'élimination à la consolidation.

Le tableau 13 présente le bénéfice avant intérêts et impôt du secteur Activités internes et autres.

TABLEAU 13 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

Trimestres clos les (en M\$)	31 MARS 2014	31 DÉC. 2013	31 MARS 2013	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2013	31 MARS 2013
<b>Produits</b>					
Produits tirés des honoraires	57,2 \$	48,4 \$	45,2 \$	18,2 %	26,5 %
Produits tirés des placements nets et autres produits	26,9	21,9	22,7	22,8	18,5
	84,1	70,3	67,9	19,6	23,9
<b>Charges</b>					
Commissions	38,9	32,0	30,3	21,6	28,4
Charges autres que les commissions	15,0	11,5	12,0	30,4	25,0
	53,9	43,5	42,3	23,9	27,4
<b>Bénéfice avant intérêts et impôt</b>	30,2 \$	26,8 \$	25,6 \$	12,7 %	18,0 %

#### RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2014 COMPARATIVEMENT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2013

Les produits tirés des placements nets et autres produits ont augmenté pour atteindre 26,9 M\$ au premier trimestre de 2014, comparativement à 22,7 M\$ en 2013, principalement en raison de la comptabilisation de certains frais au cours du trimestre.

Le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel est demeuré stable au premier trimestre de 2014 par rapport au trimestre correspondant de 2013.

#### RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2014 COMPARATIVEMENT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2013

Les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 26,9 M\$ au premier trimestre de 2014, comparativement à 21,9 M\$ au quatrième trimestre de 2013. L'augmentation pour le trimestre est principalement attribuable à une hausse des autres produits liée au caractère saisonnier de certains frais.

Au premier trimestre de 2014, le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a diminué de 1,7 M\$ par rapport au trimestre précédent.

# Société financière IGM Inc.

## Situation financière consolidée

Le total de l'actif de la Société financière IGM s'établissait à 13,1 G\$ au 31 mars 2014, comparativement à 12,9 G\$ au 31 décembre 2013.

### TITRES

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 14.

#### Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente incluent les placements dans des fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans les autres éléments du bénéfice global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse de la valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat. Les pertes subséquentes sont aussi constatées dans le bénéfice net.

#### Titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les titres de capitaux propres et les fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes latents sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

Certains fonds d'investissement exclusifs sont consolidés lorsque la Société évalue qu'elle contrôle le fonds d'investissement, tel qu'il est mentionné à la note 2 des états financiers consolidés du rapport annuel 2013 de la Société financière IGM Inc. (les « états financiers annuels »). Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

### PRÊTS

La composition du portefeuille de prêts de la Société est présentée au tableau 15.

Les prêts comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et représentaient 45,3 % du total de l'actif au 31 mars 2014, comparativement à 45,4 % au 31 décembre 2013. Ils comprennent les prêts qui sont :

- vendus à des programmes de titrisation – ces prêts sont vendus à des fiduciaires de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres émis à l'intention des investisseurs. Au 31 mars 2014, un passif correspondant de 5,7 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 5,6 G\$ au 31 décembre 2013.
- liés aux activités d'intermédiaire – ces prêts sont détenus par la Société afin de tirer des intérêts des activités de dépôt de la Société.
- liés aux activités bancaires hypothécaires – ces prêts sont détenus temporairement par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par le Groupe Investors sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, notamment des programmes de titrisation commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») ou des banques canadiennes. Le Groupe Investors gère des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 10,7 G\$, dont une tranche de 2,1 G\$ est montée par les filiales de Lifeco.

### ACCORDS DE TITRISATION

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire du

TABEAU 14 : TITRES

(en M\$)	31 MARS 2014		31 DÉCEMBRE 2013	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
<b>Disponibles à la vente</b>				
Fonds d'investissement exclusifs	2,9 \$	3,6 \$	3,4 \$	4,1 \$
<b>Juste valeur par le biais du résultat net</b>				
Titres de capitaux propres	7,3	9,0	6,7	8,0
Fonds d'investissement exclusifs	51,0	54,2	54,2	56,6
	58,3	63,2	60,9	64,6
	61,2 \$	66,8 \$	64,3 \$	68,7 \$



TABLEAU 15 : PRÊTS

<i>(en M\$)</i>	31 MARS 2014	31 DÉCEMBRE 2013
<b>Prêts et créances</b>		
Vendus dans le cadre de programmes de titrisation	5 657,8 \$	5 491,5 \$
Activités d'intermédiaire	35,0	36,4
	5 692,8	5 527,9
Moins : provision collective	0,7	0,7
	5 692,1	5 527,2
<b>Détenus à des fins de transaction</b>		
Activités bancaires hypothécaires	228,9	324,3
	5 921,0 \$	5 851,5 \$

Groupe Investors sont vendus à des fiducies de titrisation commanditées par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société titrise des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la SCHL et par l'intermédiaire du Programme OHC, ainsi que par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques canadiennes. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit et du risque de remboursement anticipé associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés de la Société est limité grâce à l'assurance. En vertu des IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Puisque la Société a conservé le risque de remboursement anticipé, de même que certains éléments du risque de crédit associés à ses transactions de titrisation par l'entremise des Programmes OHC et de PCAA, celles-ci sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et les obligations correspondantes sont comptabilisés au coût amorti; ii) les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires.

Au premier trimestre de 2014, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 445,0 M\$, comparativement à 348,6 M\$ en 2013. La juste valeur des

droits conservés de la Société se chiffrait à 108,2 M\$ au 31 mars 2014, comparativement à 112,5 M\$ au 31 décembre 2013. Les droits conservés par la Société comprennent les comptes de réserve en trésorerie de 27,3 M\$, qui sont reflétés dans le bilan, et les droits à la marge excédentaire future de 104,5 M\$, qui ne sont pas reflétés dans le bilan. Les droits conservés comprennent également la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire. Cette composante du swap est constatée dans le bilan et sa juste valeur négative s'établit à 23,6 M\$ au 31 mars 2014. La rubrique « Risque lié aux instruments financiers » du présent rapport de gestion et la note 4 des états financiers intermédiaires contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société.

#### PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

La participation dans une société affiliée correspond à la participation de 4 % de la Société dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »). La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

Le placement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, puisque la Société exerce une influence notable. La quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société est constatée au poste Produits tirés des placements

nets et autres produits dans le secteur à présenter Activités internes et autres. La variation de la valeur comptable pour le trimestre clos le 31 mars 2014, par rapport à la période correspondante de 2013, est présentée au tableau 16.

Le 12 mars 2013, la Société a acheté 1 950 000 reçus de souscription de Lifeco, qui ont été inscrits au coût. Le

18 juillet 2013, l'acquisition d'Irish Life Group Limited a été conclue et les reçus de souscription de Lifeco ont été échangés contre 1 950 000 actions ordinaires de Lifeco pour un coût de 49,7 M\$. Par suite de cette transaction, la Société conserve sa participation actuelle de 4 % dans Lifeco.

TABLEAU 16 : PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

Aux et pour les trimestres clos à ces dates (en M\$)	31 MARS 2014	31 MARS 2013
<b>Participation dans une société affiliée :</b>		
Participation dans une société affiliée – méthode de la mise en équivalence	745,2 \$	612,1 \$
Reçus de souscription	–	50,1
	<b>745,2 \$</b>	<b>662,2 \$</b>
<b>Participation dans une société affiliée – méthode de la mise en équivalence</b>		
Solde au début	717,8 \$	600,4 \$
Quote-part du bénéfice	19,4	19,3
Dividendes reçus	(12,2)	(11,6)
Quote-part des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale) et autres ajustements	20,2	4,0
Solde à la fin	<b>745,2 \$</b>	<b>612,1 \$</b>
<b>Juste valeur à la fin</b>	<b>1 210,4 \$</b>	<b>1 029,0 \$</b>

## Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

### SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 1,13 G\$ au 31 mars 2014, comparativement à 1,08 G\$ et à 977,0 M\$ au 31 décembre 2013 et au 31 mars 2013, respectivement. La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société totalisaient 3,5 M\$ au 31 mars 2014, comparativement à 6,2 M\$ et à 14,3 M\$ au 31 décembre 2013 et au 31 mars 2013, respectivement, comme l'illustre le tableau 17.

Le fonds de roulement totalisait 1 151,4 M\$ au 31 mars 2014, comparativement à 1 161,1 M\$ au 31 décembre 2013 et à 1 008,6 M\$ au 31 mars 2013. Le fonds de roulement exclut les activités de dépôt de la Société.

Le fonds de roulement est utilisé aux fins suivantes :

- Le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente.
- Le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.
- Le paiement d'intérêts et de dividendes relatif à la dette à long terme et aux actions privilégiées.
- Le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées.
- Le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation.
- Le financement du rachat d'actions ordinaires lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice ajusté avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ajusté ») a totalisé 345,0 M\$ au premier trimestre

de 2014, comparativement à 329,0 M\$ au premier trimestre de 2013 et à 350,0 M\$ au quatrième trimestre de 2013.

Le BAIIA ajusté pour chaque période considérée exclut l'incidence de l'amortissement des commissions de vente différées, qui ont totalisé 60,7 M\$ au premier trimestre de 2014, comparativement à 63,9 M\$ au premier trimestre de 2013 et à 59,7 M\$ au quatrième trimestre de 2013. En plus de constituer une importante mesure complémentaire de rendement, le BAIIA est une mesure utilisée couramment par les analystes de placements et les agences de notation pour évaluer les sociétés de gestion d'actifs.

Se reporter à la rubrique « Risque lié aux instruments financiers » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et de financement et à la façon dont elle gère ce risque.

### Flux de trésorerie

Le tableau 18, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mars 2014. En 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 45,8 M\$, comparativement à une diminution de 82,1 M\$ en 2013.

Les activités d'exploitation, avant les commissions versées, ont généré 183,4 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, comparativement à 195,6 M\$ en 2013. Les commissions en trésorerie versées se sont chiffrées à 82,2 M\$ en 2014, comparativement à 78,0 M\$ en 2013. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, déduction faite des commissions versées, se sont établis à 101,2 M\$ en 2014, comparativement à 117,6 M\$ en 2013.

TABLEAU 17 : ACTIVITÉS DE DÉPÔT – SITUATION FINANCIÈRE

<i>(en M\$)</i>	31 MARS 2014	31 DÉCEMBRE 2013	31 MARS 2013
<b>Actif</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3,5 \$	6,2 \$	14,3 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir	168,2	161,7	145,0
Prêts	30,7	30,8	24,1
<b>Total de l'actif</b>	<b>202,4 \$</b>	<b>198,7 \$</b>	<b>183,4 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
Passif lié aux dépôts	189,8 \$	186,4 \$	170,3 \$
Autres passifs	0,8	0,9	1,0
Capitaux propres	11,8	11,4	12,1
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>202,4 \$</b>	<b>198,7 \$</b>	<b>183,4 \$</b>

TABLEAU 18 : FLUX DE TRÉSORERIE

Trimestres clos les (en M\$)	31 MARS 2014	31 MARS 2013	VARIATION (%)
Activités d'exploitation			
Avant paiement des commissions	183,4 \$	195,6 \$	(6,2) %
Commissions payées	(82,2)	(78,0)	(5,4)
Dédution faite des commissions payées	101,2	117,6	(13,9)
Activités de financement	18,9	(85,8)	122,0
Activités d'investissement	(74,3)	(113,9)	34,8
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>45,8</b>	<b>(82,1)</b>	<b>155,8</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 082,4	1 059,1	2,2
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>	<b>1 128,2 \$</b>	<b>977,0 \$</b>	<b>15,5 %</b>

Voici à quoi ont trait les activités de financement au cours du premier trimestre de 2014 par rapport à 2013 :

- Une augmentation nette de 3,3 M\$ des dépôts et des certificats en 2014, comparativement à une augmentation nette de 7,1 M\$ en 2013.
- Une augmentation nette de 155,5 M\$ en 2014 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une augmentation nette de 54,7 M\$ en 2013.
- Le produit reçu à l'émission d'actions ordinaires de 14,7 M\$ en 2014, comparativement à 7,1 M\$ en 2013.
- L'achat de 310 000 actions ordinaires en 2014 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM, au coût de 16,8 M\$, comparativement à l'achat de 424 000 actions ordinaires au coût de 18,5 M\$ en 2013.
- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 2,2 M\$ en 2014, soit le même montant qu'en 2013.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 135,6 M\$ en 2014, comparativement à 135,5 M\$ en 2013.

Au premier trimestre de 2013, les activités de financement comprenaient aussi un versement net de 1,5 M\$ relatif aux obligations liées à des actifs vendus en vertu de pensions livrées sur titres.

Voici à quoi ont principalement trait les activités d'investissement du premier trimestre de 2014 par rapport à 2013 :

- L'achat de titres totalisant 6,9 M\$ et le produit de 10,7 M\$ de la vente de titres en 2014, comparativement à 31,4 M\$ et à 31,1 M\$, respectivement, en 2013.
- L'augmentation nette des prêts de 68,4 M\$ en 2014, comparativement à une augmentation nette de 58,1 M\$ en 2013, principalement liée aux prêts hypothécaires

résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.

Les activités d'investissement du premier trimestre de 2013 comprenaient également la participation de 50,1 M\$ dans une société affiliée. La Société a acheté 1 950 000 reçus de souscription de Lifeco qui ont été échangés au troisième trimestre de 2013 contre 1 950 000 actions ordinaires de Lifeco.

## SOURCES DE FINANCEMENT

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme, les actions privilégiées perpétuelles et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels totalisaient 6,1 G\$ au 31 mars 2014, comparativement à 6,0 G\$ au 31 décembre 2013. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire aux besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences réglementaires en matière de capital comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds

communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences réglementaires relatives au capital.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 1 325 M\$ au 31 mars 2014, soit le même montant qu'au 31 décembre 2013. La dette à long terme comprend des débentures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Les actions privilégiées perpétuelles, chiffrées à 150 M\$ au 31 mars 2014, demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2013.

Au cours du premier trimestre de 2014, la Société a acheté 310 000 actions ordinaires au coût de 16,8 M\$ dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités (se reporter à la note 5 des états financiers intermédiaires). La Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 14 avril 2014 visant l'achat d'un maximum de 5 % de ses actions ordinaires pour atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Société et à d'autres fins de gestion du capital. Les autres activités au premier trimestre de 2014 comprennent la déclaration de dividendes de 2,2 M\$ sur actions privilégiées perpétuelles, ou 0,36875 \$ par action, et de dividendes de 135,7 M\$ sur actions ordinaires, ou 0,5375 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a établi un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Le régime d'achat automatique de titres fournit des instructions standards quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société financière IGM doivent être rachetées dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées. Les rachats effectués en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société en tout autre moment que lors de ces périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées seront réalisés au gré de la direction.

À l'heure actuelle, la notation attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») à la dette de premier rang et au passif

de la Société est de « A+ » avec une perspective stable. La notation attribuée par Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») aux débentures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis seront faits ainsi que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notations ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La notation « A+ » qui a été attribuée aux débentures non garanties de premier rang de la Société par S&P correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. La notation « A+ » attribuée à une débenture indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que la Société est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les sociétés mieux notées.

Selon S&P, la perspective « stable » indique que S&P considère qu'il est peu probable que la notation change à moyen terme.

La notation « A (élevée) », qui a été attribuée aux débentures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par DBRS, correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 26 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Selon l'échelle de notation à long terme de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la notation « A (élevée) » sont de bonne qualité et la capacité de paiement des obligations financières est considérée comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne notation, les entreprises qui l'obtiennent pourraient être plus vulnérables à des événements futurs, mais les facteurs négatifs potentiellement déclencheurs sont considérés comme surmontables.

Selon DBRS, la tendance « stable » aide les investisseurs à comprendre la façon dont elle entrevoit l'avenir du titre.

## INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau 19 présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer, les pensions livrées sur titres et certains autres passifs financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- Les titres sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.
- Les prêts classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.
- Les prêts classés dans les prêts et créances sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.

- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.
- La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 10 des états financiers intermédiaires, qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence importante sur la situation financière de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2014.

TABLEAU 19 : INSTRUMENTS FINANCIERS

(en M\$)	31 MARS 2014		31 DÉCEMBRE 2013	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
<b>Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur</b>				
Titres				
– Disponibles à la vente	3,6 \$	3,6 \$	4,1 \$	4,1 \$
– Détenus à des fins de transaction	63,2	63,2	64,6	64,6
Prêts				
– Détenus à des fins de transaction	228,9	228,9	324,3	324,3
Instruments financiers dérivés	45,9	45,9	57,4	57,4
<b>Actifs financiers inscrits au coût amorti</b>				
Prêts				
– Prêts et créances	5 692,1	5 859,7	5 527,2	5 695,0
<b>Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur</b>				
Instruments financiers dérivés	32,5	32,5	35,5	35,5
<b>Passifs financiers inscrits au coût amorti</b>				
Dépôts et certificats	189,8	191,2	186,4	187,9
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	5 727,5	5 821,1	5 572,1	5 671,4
Dette à long terme	1 325,0	1 622,9	1 325,0	1 577,8

## Gestion des risques

La Société est exposée à divers risques inhérents à la nature de ses activités. Le succès continu de la Société repose sur sa capacité à gérer ces risques; elle met notamment l'accent sur une solide culture de gestion des risques et une approche efficace en la matière. L'approche de la Société à cet égard repose sur la coordination des mesures de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et de ses unités d'exploitation de même qu'elle vise à assurer la prise de risques prudents et mesurés afin de parvenir à un équilibre adéquat entre les risques et le rendement.

La structure de gouvernance du risque de la Société privilégie le maintien d'un cadre cohérent et exhaustif dans l'ensemble de la Société et de ses filiales, lequel détermine clairement les responsables de la gestion des risques dans chacune des unités d'exploitation et prévoit un suivi par un comité exécutif de gestion des risques relevant du comité de direction. Un service de gestion des risques, des groupes de conformité des ventes et de l'entreprise, ainsi que le service d'audit interne de la Société assurent une surveillance supplémentaire.

Le conseil d'administration supervise la gestion des risques et s'acquitte de ce mandat principalement par l'intermédiaire des comités suivants :

- Le comité de direction est responsable d'assurer la surveillance de la gestion des risques d'entreprise : i) en s'assurant que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques et de définir la tolérance au risque; ii) en s'assurant que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques; iii) en examinant régulièrement le processus de gestion des risques pour vérifier s'il fonctionne efficacement.
- Le comité des stratégies de placement supervise la gestion des risques financiers auxquels est exposée la Société, soit le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité et de financement : i) en s'assurant que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques financiers conformément au niveau de tolérance; ii) en contrôlant la mise en œuvre et le maintien des politiques, procédures et contrôles appropriés en vue de gérer les risques financiers, iii) en examinant régulièrement le processus de gestion des risques financiers pour s'assurer qu'il fonctionne efficacement.
- Le comité d'audit assume des responsabilités particulières liées à la surveillance des risques, puisqu'il supervise les informations financières à fournir, les contrôles internes et l'environnement de contrôle, ainsi que les activités de conformité de la Société.
- Les comités qui suivent ont des responsabilités particulières liées à la surveillance des risques : i) le comité de rémunération, qui supervise les politiques et pratiques de rémunération; ii) le comité de gouvernance et des candidatures, qui supervise les pratiques liées à la gouvernance d'entreprise; iii) le comité des entités reliées et de révision, qui supervise les conflits d'intérêts et qui recommande au conseil un code de conduite professionnelle et de déontologie.

Le comité exécutif de gestion des risques est constitué des coprésidents et chefs de la direction, du chef des services financiers, ainsi que du chef du contentieux et du chef de la conformité. Le comité est responsable d'assurer la surveillance du processus de gestion des risques de la Société : i) en élaborant le cadre et les politiques de risque et en en assurant le maintien; ii) en définissant l'appétit pour le risque de la Société; iii) en s'assurant que le profil de risque de la Société et ses processus d'évaluation sont conformes à la stratégie et à l'appétit pour le risque de la Société; iv) en montrant l'exemple et en promouvant une culture solide de gestion des risques.

Les chefs de la direction des sociétés en exploitation concernées, soit le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel, ont la responsabilité globale de la surveillance de la gestion des risques dans leurs sociétés respectives.

La responsabilité de la gestion constante des risques revient principalement aux dirigeants des diverses unités d'exploitation et fonctions de soutien en ce qui a trait à leurs activités respectives. Les responsabilités des dirigeants d'unités d'exploitation et de fonctions de soutien comprennent notamment ce qui suit : i) établir et assurer le respect des procédures de mise en évidence, d'évaluation, de consignation et de communication ascendante des risques; ii) mettre en œuvre des activités de contrôle visant à atténuer les risques; iii) cibler les occasions de réduire ou de transférer les risques; iv) harmoniser les stratégies d'exploitation et d'affaires avec la culture de risque et l'appétit pour le risque de l'entreprise, tels qu'ils ont été établis par le comité de gestion des risques.

Le service de gestion des risques assure la surveillance et l'analyse du niveau de risque défini en fonction de l'appétit pour le risque, de même que la présentation de l'information à cet égard au comité de gestion des risques. Il est également responsable de ce qui suit : i) élaborer et maintenir le programme et le cadre de gestion des risques d'entreprise; ii) gérer le processus de gestion des risques d'entreprise; iii) fournir des lignes directrices et de la formation aux dirigeants des unités d'exploitation

et fonctions de soutien. Un comité d'examen technique constitué de dirigeants chevronnés soutient le service de gestion des risques en procédant à un examen critique des évaluations des risques effectuées par les unités d'exploitation et les fonctions de soutien. Les autres responsabilités de surveillance sont assumées par divers groupes de la Société : a) les groupes de conformité des ventes et de l'entreprise, qui sont chargés d'assurer la conformité aux politiques, aux lois et aux règlements; b) la fonction de gestion des risques financiers, qui est indépendante du service des finances, à qui incombe la responsabilité d'effectuer une évaluation des procédures de gestion des risques financiers et de l'exposition à ces risques ainsi que d'assurer la conformité à la politique de placement et aux autres politiques pertinentes.

Le service d'audit interne fournit l'assurance indépendante à la haute direction et au conseil d'administration que les politiques, les processus et les pratiques de gestion des risques sont efficaces.

## RISQUE LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société gère activement les risques qui découlent de l'utilisation d'instruments financiers. Ces risques comprennent les risques de liquidité et de financement, de crédit et de marché.

### Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement correspond au risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance. Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- Le contrôle à l'égard des processus de gestion des liquidités.
- La simulation de crise sous divers scénarios d'exploitation.
- La supervision de la gestion des liquidités par les comités du conseil d'administration.

Dans le contexte de la gestion courante des liquidités au cours de 2014 et de 2013, la Société a :

- ajouté une facilité supplémentaire de PCAA engagée commandité par une banque canadienne;
- élargi ses canaux de financement grâce à l'émission des premiers titres hypothécaires consortiaux en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* de la Société pour un montant de 224 M\$;
- continué d'évaluer des sources de financement additionnelles pour ses activités bancaires hypothécaires.

Le financement des commissions versées à la vente de fonds communs de placement constitue une exigence clé

en matière de liquidités pour la Société. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement continuent d'être financées au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires. Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires résidentiels sont vendus aux parties suivantes ou titrisés :

- le Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et le Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors;
- des tiers, incluant la SCHL ou des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes;
- des investisseurs institutionnels, grâce à des placements privés.

Certaines filiales de la Société sont des émettrices autorisées de TH LNH et des vendeuses autorisées dans le cadre du Programme OHC. Ce statut d'émetteur et de vendeur procure à la Société des sources de financement additionnelles pour les prêts hypothécaires résidentiels. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation, lesquelles sont susceptibles de changer. Les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé par la SCHL. La disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires est fonction de la conjoncture, qui est sujette à changement.

Les obligations contractuelles de la Société sont présentées au tableau 20.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I totalisaient 525 M\$ au 31 mars 2014, soit le même montant qu'au 31 décembre 2013. Les marges de crédit au 31 mars 2014 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 350 M\$ (350 M\$ en 2013) et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$ (175 M\$ en 2013). La Société a déjà accédé à ses marges de crédit non engagées par le passé. Cependant, toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2013, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées, ni sur ses marges de crédit non engagées.

Les exigences liées au financement des régimes de retraite pour 2014 se fondent actuellement sur une



TABLEAU 20 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Au 31 mars 2014 (en M\$)	À VUE	MOINS DE UN AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	APRÈS 5 ANS	TOTAL
Instruments financiers dérivés	– \$	11,8 \$	20,5 \$	0,2 \$	32,5 \$
Dépôts et certificats	167,8	8,8	10,0	3,2	189,8
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 007,1	4 677,1	43,3	5 727,5
Dette à long terme	–	–	150,0	1 175,0	1 325,0
Contrats de location simple <sup>1</sup>	–	54,6	152,9	63,1	270,6
Financement des régimes de retraite <sup>2</sup>	–	7,5	–	–	7,5
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>167,8 \$</b>	<b>1 089,8 \$</b>	<b>5 010,5 \$</b>	<b>1 284,8 \$</b>	<b>7 552,9 \$</b>

1. Comprend les locaux pour bureaux et le matériel utilisés dans le cours normal des activités.

Les paiements au titre des contrats de location sont imputés au bénéfice sur la période d'utilisation.

2. Les exigences liées au financement des régimes de retraite au-delà de 2014 pourraient connaître d'importantes variations et seront établies en fonction des évaluations actuarielles futures. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de financement.

évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2012. Selon cette évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un déficit de solvabilité de 106,3 M\$. Le déficit de solvabilité résulte principalement de la baisse des taux d'intérêt et devra être remboursé sur cinq ans. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, la Société a versé des cotisations de 12,5 M\$ (néant en 2013). À l'heure actuelle, la Société prévoit verser des cotisations supplémentaires d'environ 7,5 M\$ d'ici la fin de 2014. Une évaluation actuarielle à des fins de capitalisation, effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2013, est en cours et le résultat de cette évaluation influera sur le total des cotisations nécessaires en 2014. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation. Les exigences en matière de capitalisation après 2014 pourraient connaître d'importantes variations et seront établies en fonction des évaluations actuarielles futures.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement décrites plus haut sont suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie d'exploitation, de remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires

sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, notamment les résultats, qui subissent l'incidence importante qu'a le rendement des marchés des titres d'emprunt et des actions sur les produits tirés des honoraires et les commissions de la Société ainsi que sur certaines autres charges. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2013.

#### Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Au 31 mars 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 1 128,2 M\$ (1 082,4 M\$ au 31 décembre 2013) étaient composés de soldes de trésorerie de 55,9 M\$ (88,8 M\$ au 31 décembre 2013) déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 1 072,3 M\$ (993,6 M\$ au 31 décembre 2013). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 105,5 M\$ (41,8 M\$ au 31 décembre 2013), de papier commercial de 602,6 M\$ (564,1 M\$ au 31 décembre 2013) garanti par les gouvernements provinciaux et fédéral et d'acceptations bancaires de 364,2 M\$ (387,7 M\$ au 31 décembre 2013) émises par des banques à charte canadiennes. La

Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable. La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des portefeuilles de prêts hypothécaires relatifs aux activités bancaires hypothécaires et d'intermédiaire de la Société et la suffisance de la provision collective. Au 31 mars 2014, les prêts hypothécaires totalisaient 5,9 G\$ (5,9 G\$ au 31 décembre 2013) et comprenaient les prêts hypothécaires résidentiels qui sont :

- vendus dans le cadre de programmes de titrisation, prêts qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 5,7 G\$, comparativement à 5,5 G\$ au 31 décembre 2013. Au 31 mars 2014, un passif correspondant de 5,7 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 5,6 G\$ au 31 décembre 2013.
- liés aux activités bancaires hypothécaires de la Société, prêts qui sont classés comme détenus à des fins de transaction et qui totalisaient 228,9 M\$, comparativement à 324,3 M\$ au 31 décembre 2013. Ces prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés.
- liés aux activités d'intermédiaire de la Société, prêts qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 35,0 M\$ au 31 mars 2014, comparativement à 36,4 M\$ au 31 décembre 2013.

Au 31 mars 2014, les portefeuilles de prêts hypothécaires relatifs aux activités d'intermédiaire de la Société étaient diversifiés sur le plan géographique et étaient composés à 100 % de prêts résidentiels (100 % au 31 décembre 2013), dont 92,0 % étaient assurés (88,6 % au 31 décembre 2013). Au 31 mars 2014, les prêts hypothécaires douteux étaient de néant, comme au 31 décembre 2013. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours, établis à néant, n'avaient pas changé par rapport au 31 décembre 2013. Les caractéristiques des portefeuilles de prêts hypothécaires n'ont pas changé de façon importante en 2014.

Les TH LNH et le Programme OHC exigent que tous les prêts hypothécaires titrisés soient assurés par un assureur approuvé en cas de défaut. Les programmes de PCAA n'exigent pas que les prêts hypothécaires soient assurés; toutefois, au 31 mars 2014, 58,1 % de ces prêts étaient assurés, comparativement à 58,9 % au 31 décembre 2013. Au 31 mars 2014, le portefeuille de prêts titrisés et les prêts

hypothécaires résidentiels classés comme détenus à des fins de transaction étaient assurés dans une proportion de 85,4 %, contre 86,1 % au 31 décembre 2013. Au 31 mars 2014, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 2,7 M\$, comparativement à 1,8 M\$ au 31 décembre 2013. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 1,7 M\$ au 31 mars 2014, comparativement à 0,9 M\$ au 31 décembre 2013.

La Société conserve certains éléments du risque de crédit associé aux prêts titrisés. Au 31 mars 2014, les prêts titrisés étaient assurés contre les pertes sur créances dans une proportion de 87,1 %, comparativement à 87,4 % au 31 décembre 2013. Le risque de crédit lié aux activités de titrisation de la Société se limite à ses droits conservés. La juste valeur des droits conservés de la Société dans les prêts hypothécaires titrisés se chiffrait à 108,2 M\$ au 31 mars 2014, comparativement à 112,5 M\$ au 31 décembre 2013. Les droits conservés incluent ce qui suit :

- *Les comptes de réserve en trésorerie et les droits aux produits d'intérêts nets futurs*, qui se chiffraient à 27,3 M\$ (29,0 M\$ au 31 décembre 2013) et à 104,5 M\$ (99,7 M\$ au 31 décembre 2013), respectivement, au 31 mars 2014. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires.

La tranche de ce montant relative aux fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes de 57,3 M\$ (59,0 M\$ au 31 décembre 2013) est subordonnée aux droits de la fiducie et représente l'exposition maximale au risque de crédit lié aux défauts de paiement des emprunteurs à l'échéance. Le risque de crédit lié à ces prêts hypothécaires est atténué par l'assurance relative à ces prêts hypothécaires, dont il a déjà été question, et le risque de crédit de la Société relatif aux prêts assurés incombe à l'assureur.

Les droits aux produits d'intérêts nets futurs en vertu des TH LNH et du Programme OHC totalisaient 74,5 M\$ (69,7 M\$ au 31 décembre 2013). Conformément aux TH LNH et au Programme OHC, la Société a l'obligation d'effectuer des paiements ponctuels aux porteurs de titres, que les montants aient été reçus ou non des débiteurs hypothécaires. Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des TH LNH et du Programme OHC sont assurés par la SCHL ou par un autre assureur approuvé par le Programme. Les prêts hypothécaires en cours titrisés en vertu de ces programmes totalisent 3,9 G\$, comparativement à 3,8 G\$ au 31 décembre 2013.

- *La juste valeur des swaps liés au compte de réinvestissement du capital*, dont la juste valeur négative s'établissait à 23,6 M\$ au 31 mars 2014 (16,2 M\$ au 31 décembre 2013), et qui est reflétée dans le bilan de la Société. Ces swaps représentent la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire. Le montant notionnel de ces swaps était de 942,2 M\$ au 31 mars 2014 (1 023,4 M\$ au 31 décembre 2013).

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La provision collective pour créances douteuses de la Société se chiffrait à 0,7 M\$ au 31 mars 2014, soit le même montant qu'au 31 décembre 2013. La direction considère que cette provision est adéquate pour absorber toutes les pertes sur créances liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes :

- La politique de prêt, les normes de souscription et les capacités de gestion des prêts de la Société.
- Le fait que la Société monte ses prêts hypothécaires uniquement au moyen de son propre réseau de conseillers et de spécialistes en planification hypothécaire, dans le cadre du plan financier exhaustif d'un client.
- La qualité du portefeuille de prêts hypothécaires de la Société, fondée sur i) l'historique du rendement du crédit et les tendances récentes; ii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iii) la simulation régulière de crise à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.
- L'existence d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2013.

La Société utilise des dérivés négociés sur le marché hors cote pour couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque lié au réinvestissement associés à ses activités bancaires hypothécaires et à ses activités de titrisation, ainsi que le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire au risque que ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

La Société participe au Programme OHC en concluant des swaps adossés, en vertu desquels les banques à charte canadiennes de l'annexe I désignées par la Société agissent à titre d'intermédiaires entre la Société et la Fiducie du Canada pour l'habitation. La Société reçoit des coupons liés aux TH LNH et aux réinvestissements de capital admissibles et paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. La Société conclut également des swaps de taux d'intérêt compensatoires avec ces mêmes banques afin de couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque lié au réinvestissement associés au Programme OHC. Au 31 mars 2014, la juste valeur négative de ces swaps totalisait 16,2 M\$ (16,8 M\$ au 31 décembre 2013) et le montant notionnel en cours s'élevait à 6,9 G\$ (6,8 G\$ au 31 décembre 2013). Certains de ces swaps concernent des prêts hypothécaires titrisés qui ont été constatés dans le bilan de la Société, assortis d'une obligation connexe. Par conséquent, ces swaps, d'un montant notionnel en cours de 3,7 G\$ (3,6 G\$ au 31 décembre 2013) et d'une juste valeur négative de 27,9 M\$ (28,1 M\$ au 31 décembre 2013), ne sont pas reflétés dans le bilan. Les swaps liés au compte de réinvestissement du capital et les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement, d'un montant notionnel en cours de 3,2 G\$ (3,2 G\$ au 31 décembre 2013) et d'une juste valeur de 11,7 M\$ (11,2 M\$ au 31 décembre 2013), sont reflétés dans le bilan. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps qui étaient en position de profit, totalisait 43,1 M\$ au 31 mars 2014, comparativement à 46,9 M\$ au 31 décembre 2013.

La Société a recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts hypothécaires titrisés par l'intermédiaire de programmes de PCAA commandité par des banques canadiennes. La juste valeur négative de ces swaps de taux d'intérêt totalisait 0,7 M\$ (0,9 M\$ au 31 décembre 2013) sur un montant notionnel en cours de 43,0 M\$ au 31 mars 2014 (66,0 M\$ au 31 décembre 2013). L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps qui étaient en position de profit, était de néant au 31 mars 2014, soit le même montant qu'au 31 décembre 2013.

La Société conclut d'autres contrats d'instruments dérivés, qui sont principalement composés de swaps de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts hypothécaires détenus par la Société en attendant leur vente ou à l'égard desquels elle s'est engagée, ainsi que des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré sur les actions ordinaires de la Société financière IGM utilisés afin de couvrir les accords de rémunération différée. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré était de 2,4 M\$ sur un montant notionnel en cours de 109,4 M\$ au 31 mars 2014, comparativement à une juste valeur de 11,5 M\$ sur un montant notionnel en cours de 154,0 M\$ au 31 décembre 2013. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur de ces instruments qui sont en position de profit, était de 3,5 M\$ au 31 mars 2014, comparativement à 11,5 M\$ au 31 décembre 2013.

Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 46,6 M\$ (58,4 M\$ au 31 décembre 2013), ne donne pas effet à des conventions de compensation ni à des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des conventions de compensation et des accords de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 0,2 M\$ au 31 mars 2014 (3,9 M\$ au 31 décembre 2013). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 31 mars 2014. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2013.

Se référer à la note 4 des états financiers intermédiaires et aux notes 2, 6 et 21 des états financiers annuels pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

### **Risque de marché**

Le risque de marché se rapporte à l'éventualité d'une perte pour la Société découlant de la variation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours boursiers. La majorité des instruments financiers de la Société sont libellés en dollars canadiens et ne sont pas exposés de façon importante aux fluctuations des taux de change.

### **Risque de taux d'intérêt**

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire.

Par la gestion de son bilan, la Société cherche à contrôler les risques de taux d'intérêt liés à ses activités d'intermédiaire en gérant activement son exposition au risque de taux d'intérêt. Au 31 mars 2014, l'écart total entre l'actif et le passif au titre des dépôts respectait les lignes directrices de la filiale de la Société qui est une fiducie.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur ses activités bancaires hypothécaires comme suit :

- Dans le cadre de certaines de ses transactions de titrisation avec des fiducies de titrisation commanditées par des banques, la Société a financé des prêts hypothécaires à taux fixe au moyen de PCAA à taux variable. Afin de couvrir le risque lié à la hausse des taux du PCAA, la Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I. La Société demeure toutefois exposée au risque de corrélation, c'est-à-dire que les taux du PCAA soient plus élevés que ceux des acceptations bancaires qu'elle obtient à l'égard de ses couvertures.
- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable diminuent. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société a également droit au rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur les prêts hypothécaires titrisés et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada, qui sont habituellement à taux fixe. La Société couvre le risque que le rendement résultant du réinvestissement diminue en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I.
- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires détenus par la Société ou à l'égard desquels elle s'est engagée. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts hypothécaires qu'elle détient. Au 31 mars 2014, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait été une diminution d'approximativement 1,5 M\$. L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2013.

### **Risque actions**

La Société est exposée au risque actions sur ses fonds d'investissement exclusifs classés comme disponibles à la vente et sur ses titres de capitaux propres et ses fonds d'investissement exclusifs classés à la juste valeur par le biais du résultat net comme l'illustre le tableau 14. Les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans les Autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse de la valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat.

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

### **RISQUES LIÉS À L'ACTIF GÉRÉ**

Le total de l'actif géré de la Société financière IGM s'établissait à 137,3 G\$ au 31 mars 2014, comparativement à 131,8 G\$ au 31 décembre 2013.

La Société est assujettie au risque de volatilité de l'actif découlant de l'évolution des marchés financiers et boursiers canadiens et internationaux. Les mouvements dans ces marchés ont occasionné par le passé, et occasionneront dans l'avenir, des fluctuations de l'actif géré, des produits et du bénéfice de la Société. La conjoncture économique mondiale, exacerbée par les crises financières, les mouvements des marchés boursiers, les taux de change, les taux d'intérêt, les taux d'inflation, les courbes de rendement, les défaillances des contreparties des dérivés et d'autres facteurs difficiles à prédire, comme l'instabilité politique et gouvernementale, a une incidence sur la composition, les valeurs de marché et les niveaux de l'actif géré.

L'actif géré de la Société peut être assujetti à des rachats imprévus par suite de tels événements. Une conjoncture évolutive peut aussi occasionner une variation de la composition de l'actif entre les actions et les titres à revenu

fixe en raison du rendement du marché et des produits, ainsi que des flux de trésorerie nets, qui pourrait entraîner, selon la nature de l'actif géré et le niveau des frais de gestion réalisés par la Société, une baisse des produits et du bénéfice.

Les taux d'intérêt, qui affichent une faiblesse sans précédent, ont fait baisser de façon importante les rendements des fonds communs de placement du marché monétaire et de gestion du rendement de la Société. Depuis 2009, le Groupe Investors et Mackenzie ont renoncé à une partie des honoraires de gestion ou absorbé certaines charges en vue de s'assurer que ces fonds maintiennent des rendements positifs. La Société effectue un examen continu de ses pratiques à cet égard en réponse à l'évolution de la conjoncture.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 21 et décrits dans les sections des résultats d'exploitation par secteur du Groupe Investors et de Mackenzie du présent rapport de gestion.

La Société financière IGM fournit à ses conseillers attitrés, aux conseillers financiers indépendants ainsi qu'aux investisseurs institutionnels et aux clients associés aux alliances stratégiques un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, répartis par catégorie d'actif, pays ou région et style de gestion qui, à leur tour, devraient permettre de maintenir de solides relations avec la clientèle et d'enregistrer des taux de rachat plus bas. Les filiales de la Société revoient aussi régulièrement la tarification de leurs produits afin d'assurer leur compétitivité sur le marché compte tenu de la nature et de la qualité des services fournis.

Le secteur des fonds communs de placement et les conseillers financiers continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, les conseillers attitrés et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

TABLEAU 21 : TAUX DE RACHAT EN GLISSEMENT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS À LONG TERME

	31 MARS 2014	31 MARS 2013
<b>Société financière IGM Inc.</b>		
Groupe Investors	9,3 %	9,8 %
Mackenzie	16,0 %	17,3 %
Counsel	12,7 %	14,3 %

## AUTRES FACTEURS DE RISQUE

### Risque de distribution

*Réseau de conseillers du Groupe Investors* – Toutes les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers du Groupe Investors communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si le Groupe Investors perdait un grand nombre de conseillers clés, il pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats d'exploitation et ses perspectives. Le Groupe Investors se concentre sur la croissance de son réseau de conseillers et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de ses clients, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

*Mackenzie* – La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie est réalisée par des conseillers financiers externes. De façon générale, les conseillers financiers indépendants offrent également à leurs clients des produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et services d'investissement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats d'exploitation et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités de Mackenzie » du présent rapport de gestion.

### Le cadre réglementaire

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et

changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences des organismes d'autorégulation auxquels elles appartiennent. Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Ces exigences comprennent les exigences qui concernent la Société financière IGM à titre de société cotée en Bourse, ainsi que celles qui s'appliquent aux filiales de la Société selon la nature de leurs activités. Elles comprennent la réglementation liée aux marchés des valeurs mobilières, à l'offre de produits et de services financiers, y compris la gestion de fonds, la distribution, l'assurance et les prêts hypothécaires, de même que d'autres activités menées par la Société sur les marchés où elle est présente. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont de plus en plus nombreuses. La Société et ses filiales sont assujetties aux examens de réglementation dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à la réglementation en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. Elle surveille les faits nouveaux en matière de réglementation et leur incidence sur la Société. Elle poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, la formation, les tests, le contrôle et la présentation de l'information. Le comité d'audit de la Société reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et des clients. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société comprennent les frais réglementaires, le traitement fiscal, les obligations d'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation distincte ou d'une application différente de la réglementation. Les faits nouveaux en

matière de réglementation peuvent également avoir une incidence sur les structures des produits, la tarification, ainsi que sur la rémunération des courtiers et des conseillers. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

#### **Éventualités**

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence négative importante sur la situation financière consolidée de la Société.

#### **Risque lié aux acquisitions**

Bien que la Société fasse un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la

Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des résultats ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition repose sur le maintien de l'actif géré, des clients et des employés clés de la société acquise.

#### **Risque lié aux modèles**

La Société utilise une variété de modèles pour l'aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée de la Société.

## Perspectives

### LE CADRE DES SERVICES FINANCIERS

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 3,1 billions de dollars au 31 décembre 2012. Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Plus de 60 % (1,9 billion de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire aux besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 1,2 billion de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué d'environ 70 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société, et le modèle d'entreprise de la Société a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec les clients à définir et à réaliser leurs objectifs financiers. Diverses études récentes démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. La Société fait activement la promotion de la valeur des conseils financiers et de l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Environ 35 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 1,1 billion de dollars, étaient investis dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2012, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres catégories d'actif comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 75 % des fonds d'investissement sont constitués de fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en Bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds communs de placement chiffré à 122 G\$, la Société fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. La direction est d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils procurent aux investisseurs les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

La concurrence et les nouvelles technologies ont fait en sorte que les fournisseurs de services financiers ont maintenant tendance à offrir un éventail complet de produits et services exclusifs. Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance se sont atténuées, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à IGM, qui offrent tant des services de planification financière que des services de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises affiliées représentait 43 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 31 mars 2014.

Par suite des regroupements des dernières années, le secteur canadien de la gestion des fonds communs de placement se caractérise par de grandes entreprises, souvent à intégration verticale. Le secteur continue d'être très concentré, les dix principales entreprises et leurs filiales détenant 67 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 31 mars 2014. La direction prévoit que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

La direction est d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- Les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus et à l'âge de la retraite continue d'augmenter.
- L'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique.
- L'importance réitérée du rôle du conseiller financier.
- Les politiques publiques quant à l'épargne-retraite.
- Les changements au cadre réglementaire.



- L'environnement concurrentiel en pleine évolution.
- L'évolution et les changements de la technologie.

## L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel. Le Groupe Investors et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurances. Le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements, et leurs produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actif pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

La concurrence des autres fournisseurs de services financiers, les autres types de produits ou canaux de distribution, ainsi que les modifications apportées à la réglementation ou les changements de préférences des clients pourraient influencer sur les caractéristiques des gammes de produits et services offertes par la Société, notamment sur la tarification, la structure des produits, la rémunération des courtiers et des conseillers, ainsi que les informations à fournir. La Société assure un suivi continu, participe aux discussions sur les politiques et adapte son offre de produits et services selon les besoins.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace de ses activités et de la valeur à long terme pour ses clients et ses actionnaires. La direction est d'avis que la Société est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions à venir.

La Société dispose de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- Une distribution vaste et diversifiée, axée sur les canaux qui mettent l'accent sur une planification financière exhaustive grâce à une relation avec un conseiller financier.

- Une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers.
- Des relations durables avec ses clients, ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales.
- Les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power.

### Une distribution vaste et diversifiée

La vigueur du volet distribution de la Société financière IGM est un avantage concurrentiel. En plus de détenir deux des principales organisations de planification financière canadiennes, le Groupe Investors et Investment Planning Counsel, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses, noue des partenariats avec des complexes manufacturiers et de distribution canadiens et américains afin d'offrir des services de gestion de placements à plusieurs mandats de fonds d'investissement de détail.

### Une vaste gamme de produits

Les filiales de la Société financière IGM continuent de créer et de lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour les clients.

### Des relations durables

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers entretiennent avec les clients. De plus, les filiales de la Société peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

### Les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power

À titre de membre du groupe de sociétés de la Financière Power, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés et a accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

## Estimations et méthodes comptables critiques

### SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Aucun changement n'a été apporté aux hypothèses relatives aux estimations comptables critiques de la Société depuis le 31 décembre 2013.

### CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Aucun changement n'a été apporté aux méthodes comptables de la Société depuis le 31 décembre 2013.

### MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

#### IFRS 9, *Instruments financiers*

L'IASB travaille actuellement à l'élaboration d'IFRS 9, qui remplacera IAS 39, la norme actuelle qui concerne la comptabilisation des instruments financiers. La mise en œuvre de cette norme comprend trois phases distinctes :

- Classement et évaluation : cette phase nécessite que les actifs financiers soient classés soit au coût amorti, soit à la juste valeur, selon le modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers, en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.
- Méthode de dépréciation : cette phase devrait remplacer le modèle actuel des pertes subies à l'égard de la dépréciation d'actifs financiers par un modèle des pertes attendues.

- Comptabilité de couverture : cette phase remplace les exigences actuelles liées à la comptabilité de couverture fondées sur des règles décrites dans IAS 39 par des lignes directrices qui alignent plus étroitement la comptabilisation sur les activités de gestion des risques d'une entité.

L'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sera évaluée au fur et à mesure que les phases du projet seront achevées. L'IASB a provisoirement décidé d'exiger des entités qu'elles appliquent IFRS 9 pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### Autres

L'IASB entreprend actuellement plusieurs projets qui donneront lieu à des changements des IFRS existantes, lesquels changements pourraient avoir une incidence sur la Société :

<b>Norme IFRS</b>	<b>Date d'émission prévue</b>
<i>IFRS 9, Instruments financiers</i>	
Classement et évaluation	T2 2014 – Norme définitive
Dépréciation	T2 2014 – Norme définitive
Comptabilité de couverture – macro-couvertures	T2 2014 – Document de travail
Contrats de location	T2 2014 – Nouvelles discussions
Comptabilisation des produits	T2 2014 – Norme définitive

Source : site Web des IFRS, à l'adresse [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)

## Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du premier trimestre de 2014, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence importante, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Autres renseignements

### TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Après avoir obtenu une décision fiscale anticipée, la Société a conclu des transactions de consolidation des pertes fiscales avec sa société mère, la Corporation Financière Power :

- La Société a acquis des actions privilégiées à 6,01 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 1,25 G\$. La Société a émis des débetures à vue garanties à 6,00 % totalisant 1,25 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées. En date du 31 décembre 2013, la Société s'est prévalu de son droit juridiquement exécutoire de régler les actions privilégiées et les débetures sur une base nette.
- Le 7 janvier 2014, la Société a acquis des actions privilégiées à 4,51 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 1,67 G\$. La Société a émis des débetures à vue garanties à 4,50 % totalisant 1,67 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées. La Société possède le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette et entend se prévaloir de ce droit.

Les actions privilégiées et les débetures, ainsi que les produits de dividendes et les charges d'intérêts connexes,

sont contrebalancés dans les états financiers consolidés de la Société. Les économies d'impôt tiennent à la déductibilité fiscale des charges d'intérêts.

Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 8 et 25 des états financiers annuels de la Société.

### DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 mars 2014, il y avait 252 360 891 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 31 mars 2014, il y avait 7 803 404 options sur actions en cours; de ce nombre, 3 422 319 pouvaient être exercées. Au 7 mai 2014, il y avait 252 354 931 actions ordinaires en circulation et 7 401 999 options sur actions en cours, dont 3 295 679 pouvaient être exercées.

Au 7 mai 2014, des actions privilégiées perpétuelles totalisant 150 M\$ étaient en circulation, soit le même montant qu'au 31 mars 2014.

### SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).